

[- Calonne]

dupl.

2d part 7
FRC 1. 5816 b

(1st part using)

Case

FRC

27664

ECLAIRCISSEMENTS

PIÈCES JUSTIFICATIVES

(1) Par le rapport des usages généraux, on voit par les
principes généraux de la discipline générale de la
Russie, les lois générales en matière de police, qui
d'abord ne sont pas de nature à être considérées comme
relevant de la police générale, mais comme relevant de la
police spéciale de la Russie, et qui, par conséquent,
sont soumises à la législation spéciale de la Russie.
On voit par ces principes généraux, que la police
générale de la Russie, est soumise à la législation
générale de la Russie, et que la police spéciale de la
Russie, est soumise à la législation spéciale de la
Russie.

(1)

C O T E I.

D É V E L O P P E M E N T

R E L A T I F A L'É C H A N G E

D U C O M T É D E S A N C E R R E.

M. TABOUREAU, étant Contrôleur - Général des finances, excita M. le Baron d'Espagnac à faire l'acquisition du Comté de Sancerre en totalité, avec toutes les réunions qui pouvoient rendre cette Seigneurie digne d'entrer dans l'appanage de MONSIEUR, dont on s'occupoit alors.

Il lui fit entendre que quand il seroit possesseur de ce Comté, on pourroit lui céder en échange la forêt de Ruffi, qui est à portée d'une de ses terres : l'acquisition se fit en conséquence, sur la foi d'une lettre de M. Taboureau que M. d'Espagnac a produite en original, & qui existe.

On eut ensuite d'autres vues par rapport à la composition de l'appanage de MONSIEUR ; mais le Comté de Sancerre fut toujours censé à la disposition du Gouvernement, tellement qu'il fut proposé à M. le Duc de Bethune en échange de la Principauté d'Enrichemont ; & si cet échange agréé en 1777 ne se terminât point, ce ne fut qu'à cause des réclamations que fit alors M. le Baron d'Espagnac sur les conditions qu'on vouloit mettre à la cession de la forêt de Ruffi.

A

L'affaire demeura donc en suspens; & M. d'Espagnac ne cessant de représenter que l'état de sa fortune ne lui permettoit pas de demeurer chargé d'une possession si considérable, ses observations & la considération des pertes qu'il avoit essuyées, déterminèrent le Roi à lui accorder provisoirement l'avance d'une somme de 500,000 liv., laquelle fut prise dans la caisse des affaires étrangères.

Peu de tems après, M. de Calonne ayant été nommé Contrôleur-Général des finances, M. le Comte de Vergennes, parfaitement instruit de tout ce qui s'étoit passé à ce sujet, l'engagea à terminer promptement cette affaire, *qui traînoit*, écrivit-il alors, *depuis trop long-tems, & qui laissoit un vuide de 500,000 liv. dans les fonds de son département.* Les circonstances qui avoient empêché les prédécesseurs de M. de Calonne d'acquérir à prix d'argent un bien dont on portoit l'estimation à plus de 3 millions, subsistoient encore, & lui servirent de réponse. On reparla d'échange; & l'on revint à celui de la forêt de Ruffi, qui avoit déjà été traité.

L'importance de cette forêt, la haute futaie dont elle est couverte, son attenance à celle de Blois : les judicieuses observations que fit le département des eaux & forêts, & qui s'accordoient avec la résolution que M. de Calonne avoit prise de ne proposer au Roi aucune opération tendant à diminuer la masse des Forêts domaniales, mais de tâcher, au contraire, de l'augmenter, comme il l'a fait réellement, lui firent préférer de ne céder, en échange du Comté qu'il falloit acquérir, que des parties domaniales éparfes & divisées, dont la recette est toujours plus difficile & plus

dispendieuse que celle d'un grand domaine. Il forma en conséquence le Mémoire qu'il mit sous les yeux du Roi au commencement de l'année 1784, & dont l'objet étoit de faire abandonner le projet de céder la forêt de Ruffi, & de se faire autoriser à répondre au Baron d'Espagnac qu'il eut à chercher dans les différentes Provinces du Royaume des parties de bien moins précieuses pour le Domaine, & qui pussent former ensemble l'équivalent de son Comté de Sancerre.

Le Roi examina l'affaire attentivement; il vérifia lui-même sur sa carte la position des objets, & il reconnut l'avantage vraiment incontestable d'acquérir une grande terre estimée valoir plus de 120 mille livres de rente, décorée des plus belles mouvances, & que son importance même met à l'abri des tentatives de la cupidité, au moyen seulement du sacrifice de possessions morcelées, dont le produit s'absorbe en frais, & qui s'éclipsent successivement par des concessions dont il n'est pas toujours facile de se défendre. Sa Majesté mit son bon au bas de la feuille par laquelle ce nouvel arrangement lui étoit proposé.

Il convenoit beaucoup moins au Baron d'Espagnac que celui qui l'eut rendu possesseur de la forêt de Ruffi : il insista pour qu'il lui en fut cédé au moins quelques portions tenant à son patrimoine, & qui, par leur situation, étoient facilement séparables du corps de la forêt. Il paroïssoit par les calculs de leur produit annuel, qu'elles ne pouvoient être estimées que sur le pied de 12 à 13 mille livres de revenu; — cependant par les évaluations de la Chambre des Comptes, elles l'ont été sur le pied de 18,128 liv.

Les autres Domaines que M. d'Espagnac demanda après s'être occupé pendant un an d'en faire la recherche , sont situés , les uns en Hainaut , les autres dans la Prévôté de Thionville , d'autres en Languedoc , d'autres en Normandie , d'autres en Dauphiné , d'autres enfin en trois différens cantons de la Lorraine.

C'est dans cette dernière classe , que se trouve le Marquisat d'Hattonchâtel , dont on a fort exagéré la valeur en faisant sonner bien haut qu'avec quelques seigneuries qu'on y a réunies , c'est un arrondissement composé de vingt-huit villages. Le fait est vrai : mais on ne dit pas que le Roi ne possède pas un seul corps de ferme dans l'étendue de ce Marquisat ; que le domaine utile se réduit à vingt arpens de terre & autant de prés ; que son revenu n'est composé que de cens & rentes , de terrages , de droits de bourgeoisie , d'accises , d'amendes & autres droits semblables , le tout épars dans vingt-huit Paroisses , & tellement confondu avec les droits de plusieurs Seigneurs , qu'il y a tel village dont le revenu est de 3 liv. par an , tel autre qui en rapporte 77 , d'autres 150 , &c. enfin que tout le revenu , en y comprenant même celui de la ferme de Launoy , située hors du Marquisat , & qui en est trop éloignée pour être censée en dépendre , n'a été estimé , par la Chambre des Comptes , que 23,203 l. d'après les sous-baux existans , ce qui est sûrement au-dessus de ce qu'en rendoit l'Adjudicataire général des domaines de Lorraine , qui n'en faisoit pas la recette gratuitement.

Il est vrai qu'il y a en outre sept cents vingt-deux arpens de bois , mesure de France , dont la

Chambre des Comptes a porté le produit à 2448 ; & un droit de tiers-denier dans les bois des communautés qu'elle a évalué à 5917 liv. par an ; ce qui joint au revenu des vingt-huit villages, feroit un total de 31,568 liv. , lequel néanmoins se réduit à environ 2900 liv. ; si l'on en retranche le corps de ferme qui en est totalement séparé , étant situé près de Commerci.

Ce seroit , sans doute , une assez belle possession si la recette n'en étoit pas autant subdivisée , si elle n'étoit pas composée pour la plus grande partie de petits objets nullement susceptibles d'amélioration : on a voulu , pour en faire un tout plus important , y confondre les Bois de Somme-Dieu , qui forment un objet très-distinct , éloigné de quatre lieues. Ces Bois consistent en 3305 arpens , valant , suivant l'estimation de la Chambre des Comptes , 12,891 liv.

Le revenu total , en réunissant le produit de ces Bois au produit du Marquisat d'Hattonchâtel & de tous les objets qu'on y a joints , seroit donc de 44,459 liv.

La quantité de bois qui se trouveroient cédés au moyen de cette réunion , seroit de quatre cents vingt-sept arpens de France ; ce qui ne peut se comparer avec la quantité que le Roi acquerroit dans le Comté de Sancerre.

On ne s'arrêtera point ici à combattre les faussetés envenimées que les Officiers de deux Tribunaux d'une petite ville de Lorraine ont accumulées dans des mémoires évidemment dictés par la crainte d'un démembrement aussi nuisible à leur intérêt particulier , que favorable à l'intérêt général des habitans des Villages qui ne seroient plus immé-

diatement soumis à leur juridiction. De pareils libelles, & tout ce que l'acharnement d'un Prélat voisin du même lieu y a puisé, peuvent-ils contrebalancer en aucune sorte le témoignage de la Chambre des Comptes, seul décisif en cette matière ?

Cette Cour respectable, ne désavouera sûrement aucune des estimations qu'on vient de donner. Elle n'a pu voir qu'avec indignation que la méchanceté aussi aveugle qu'effrénée qui a voulu rendre suspectes les opérations de ses Commissaires, ait osé faire entendre que par des motifs incompatibles avec leur intégrité parfaitement reconnue, ils avoient évalué à trop bas prix les objets d'échange cédés par le Roi; tandis qu'il est au contraire constaté qu'ils les ont estimés beaucoup au-dessus de ce qu'ils produisoient à Sa Majesté. En effet la totalité de ce qui est abandonné dans les différentes parties du Royaume, en échange du Comté de Sancerre, n'a valu, jusqu'à présent, suivant les relevés des baux & d'une année commune des produits, que 78,276 l. 1 s. 6 d. de revenu net; & leurs évaluations portent ce

revenu à	103,635	18	1
--------------------	---------	----	---

Accroissement au profit du Roi	25,359	16	7
------------------------------------------	--------	----	---

Suivant le tableau donné par M. d'Espagnac des revenus du Comté de Sancerre, comptés sur le

(7)

piéd des baux actuels ,
déduction faite des char-
ges , ils montent à . . . 103,635 l. 18 s. 1 d.

La différence , en plus
du côté de ce que cède
M. d'Espagnac , paroît
donc être un revenu de 20,564 17 6

Et il lui seroit dû par Sa Majesté une soulte
proportionnée , s'il n'avoit pas reçu en argent ,
d'abord une somme de 500,000 liv. qui lui a été
avancée en 1781 , sur la caisse des affaires étran-
gères , & ensuite pareille somme en vertu du con-
trat d'échange. C'est un million qu'il faut ajouter
aux 3,109,077 liv. 2 s. 6 d. , valeur en fonds au de-
nier trente , des 103,635 liv. 18 s. 1 d. de revenu
cédé par le Roi. Le total de la valeur des domai-
nes du Roi est donc de 4,109,077 l. 2 s. 6 d.

Les objets cédés par M.
d'Espagnac sur le piéd
de 124,200 liv. 18 s. 7 d.
font en capital . . . 4,264,885 10 0

La différence à l'avan-
tage du Roi seroit donc
de 155,808 l. 7 s. 6 d.

Et cette somme sera dûe à M. d'Espagnac , si
les évaluations de la Chambre des Comptes s'ac-
cordent avec son appréciation. Il est persuadé
qu'elles doivent même être plus fortes ; peut-être
seront-elles plus foibles : c'est de-là que dépend

le résultat définitif qui apprendra s'il est dans le cas de rendre en argent ou en terres une partie de ce qui lui est attribué par le contrat d'échange, ou s'il lui est dû un supplément. Quoi qu'il en soit, la seule balance qu'on puisse faire dans l'état présent, prouve combien il est injuste de supposer de la disproportion entre les valeurs à échanger, combien il est déraisonnable de déclamer, comme on a fait, sur une prétendue lésion qui n'est rien moins qu'apparente, & que dans tous les cas on seroit toujours en mesure d'empêcher.

D É V E L O P P E M E N T

S U R L' O P É R A T I O N

D E L A

REFONTE DES MONNOIES D'OR.

JE tâcherai d'exprimer clairement ce que j'ai à dire sur l'opération de la refonte ; & ce n'est pas ce qu'il y a de plus aisé. Peu de gens ont des idées nettes sur les combinaisons relatives aux monnoies. Les livres qui ont traité cette matière, sont obscurs, & on ne les lit guère : ils n'ont aucun attrait, pas même celui de l'instruction. Des notions abstraites, des calculs difficiles, des termes d'art peu connus, rendent inintelligible le langage de la plupart de ceux qui se piquent d'être versés dans la science monétaire. On les croit profonds, parce qu'on ne les entend pas ; & c'est parce qu'ils n'en savent pas assez, qu'ils ne se font pas entendre.

Souvent on confond ce qui s'applique à la valeur intrinsèque & métallique avec ce qui se rapporte à la valeur numéraire & conventionnelle : le prix marchand des espèces avec leur prix légal, de-là naît une foule d'erreurs, de faux raisonnemens, & de critiques hasardées contre des opéra-

tions dont on se permet de juger les résultats sans en connoître les principes.

C'est ce qui est arrivé à l'occasion de la Loi qui, en fixant une nouvelle proportion entre l'or & l'argent, a ordonné la refonte des louis. Ceux qui ont entrepris de la censurer, se sont égaré dans un labyrinthe de principes mal appliqués & de conséquences chimériques : ils ont poussé l'abus des mots & le bouleversement des idées jusqu'à prétendre que ce changement produiroit une dégradation réelle dans la valeur de la livre tournois, qui n'est qu'une dénomination numéraire & représentative. L'opération étoit annoncée comme impraticable dans l'exécution ; il devoit en résulter un engorgement général dans le commerce, une stagnation funeste dans le cours des espèces, & l'exportation de tout l'argent du Royaume.

A présent, que l'opération est consommée sans qu'aucune de ces sinistres prédictions se soient réalisées ; à présent, que tout ce qu'on jugeoit dangereux & impossible s'est effectué très-paisiblement, & que 650 millions en louis-d'or anciens se trouvent remplacés par 693 millions en louis-d'or nouveaux, (*) sans que cette utile métamorphose ait entraîné le plus petit inconvénient ; l'infatigable envie de nuire s'est repliée sur la dénégation des faits les plus constants, & sur la supposition des fraudes les moins vraisemblables.

(*) Il n'est pas besoin de garantir ici la parfaite exactitude des sommes : il pourroit y avoir quelques différences de calculs, relativement à ce qui s'est passé depuis trois mois, dont on ne peut faire qu'une évaluation présumée ; mais la proposition n'en seroit pas moins vraie dans le sens qu'elle présente.

On ne veut pas reconnoître qu'il ait été nécessaire d'ajouter quatre trente-deuxiemes de fin à la fonte des anciens louis pour la porter à la plénitude du titre légal ; & on voudroit faire croire que ces quatre trente-deuxiemes n'y ont pas été réellement ajoutés , qu'ils sont indûment passés en compte.

On pourroit se borner à faire voir que nier l'un, est le comble de la déraison ; & que supposer l'autre, est une calomnie atroce : mais il est plus convenable , & il sera plus satisfaisant , de porter un coup-d'œil général sur toutes les parties de l'opération ; & aujourd'hui , qu'elle est censée entièrement terminée , c'est le moment de fixer définitivement l'opinion publique sur ses motifs , sur son exécution , & sur ses effets ; pour qu'il demeure bien établi que les motifs étoient très-pressans , que l'exécution a été très-fidelle , & que les effets sont très-avantageux.

P R E M I È R E P A R T I E.

M O T I F S.

Il ne faut pas de grands efforts pour démontrer qu'il étoit aussi pressant qu'indispensable de fixer une nouvelle proportion entre le prix de l'or & celui de l'argent. Il seroit plus difficile d'expliquer comment une vérité si évidente , & qu'un seul coup-d'œil sur le tableau comparatif des proportions établies dans les différens Etats de l'Europe, rend palpable , n'a pas été plutôt apperçue ; ou , pour mieux dire , comment l'ayant été , & n'ayant pu être méconnue , elle n'a pas fait éclore plus

promptement la résolution qu'elle devoit nécessairement produire.

C'est sur-tout sur l'Espagne & sur le Portugal qu'il faut arrêter ses regards quand il s'agit d'apprécier les métaux , dont leurs Etats sont les principales sources. L'or & l'argent sont les productions naturelles de leur territoire , comme le vin & le bled le sont de la France. C'est donc à ces deux Puissances qu'il appartient d'en estimer la valeur intrinsèque. Elle dépend du plus ou moins d'abondance des mines , du plus ou moins de frais de leur exploitation , du plus ou moins de consommation des métaux qu'on en extrait. Ce sont-là les mesures de la rareté , & par conséquent du prix de l'or & de l'argent. Or ces mesures ne peuvent se prendre que chez les Nations qui, possédant les mines du Pérou & du Brésil , en versent les productions en Europe. Ainsi , lorsqu'elles croient devoir hausser & baisser la proportion entre l'or & l'argent , le taux qu'elles établissent dirige nécessairement celui des autres Nations ; il en est , pour ainsi dire , le module , le régulateur.

Ce sont ensuite les Etats les plus riches , les plus commerçans , qui donnent l'alignement à ceux qui le sont moins ; leur influence sur le cours des espèces est en raison de la plus grande quantité qu'ils en mettent en mouvement ; & c'est ainsi que doit se former l'équilibre général dans la proportion des métaux qui servent à tous les échanges , & sont devenus représentatifs de toutes les valeurs.

Jusqu'à l'année 1779 , le prix de l'or comparé à celui de l'argent étoit :

En Portugal , à quinze marcs 6 onces d'argent pour un marc d'or ;

En Angleterre , à 15 marcs deux onces ;

En Espagne , à 14 marcs 7 onces ;

En France , à 14 marcs 5 onces.

On voit que la proportion de l'Angleterre se rapprochoit davantage de celle du Portugal , & que celle de la France avoit plus de rapport à celle de l'Espagne ; ce qui est dans l'ordre naturel , puisque c'est le Portugal qui fournit l'or à l'Angleterre , & que la France le tire principalement de l'Espagne ; mais , en 1779 , l'Espagne a tout-d'un-coup élevé le prix de l'or d'un quinzième , tandis qu'en France il est resté au même point. Alors tout équilibre a été rompu , & nous avons souffert une lésion considérable. Il est aisé de l'appercevoir.

En effet , il est résulté de ce changement que , depuis 1779 , le marc d'or a valu.

En Espagne , 15 marcs 7 onces d'argent (*) ;

En Portugal , 15 marcs 6 onces ;

En Angleterre , 15 marcs 2 onces ;

Et en France , 14 marcs 5 onces.

Par conséquent la proportion de la France étoit de 10 onces au-dessous de celle de l'Espagne , de 9 onces au-dessous de celle du Portugal , de 5 onces au-dessous de celle de l'Angleterre.

Par conséquent le Négociant Français perdoit

(*) C'est le prix de droit tel qu'il a été fixé par la Pragmatique du 17 Juin 1779 ; mais on peut dire que de fait il est actuellement à 16 marcs , & même plus , eu égard à ce que le titre des pistoles neuves est devenu de 13 livres par marc inférieur à celui des anciennes. On fait que baisser le prix de l'argent , c'est hausser celui de l'or : cette remarque influe sur tous les calculs , & en aggrave les résultats au désavantage de la France.

dans ses échanges toutes les fois qu'ils étoient soldés en or ; puisque l'or qu'il recevoit lui étoit compté à un plus haut prix qu'il ne valoit en France , & que celui qu'il étoit forcé de donner en paiement n'étoit reçu qu'au bas prix qu'il avoit en France en proportion de l'argent. Il est prouvé par un calcul fort simple , que cette perte étoit de huit pour cent vis-à-vis de l'Espagne , & de quatre pour cent vis-à-vis de l'Angleterre.

Mais, d'un autre côté , les spéculateurs trouvoient un bénéfice certain à faire passer nos monnoies d'or en Espagne pour y acheter des piastras, puisqu'ils y recevoient 15 marcs 7 onces d'argent pour un marc d'or qui ne leur coûtoit en France que 14 marcs d'argent.

Ainsi un intérêt très-sensible détournoit de faire venir de l'or en France , parce qu'il y avoit perte à l'acheter au dehors ; & un intérêt égal excitoit à l'exporter de France , parce qu'il y avoit gain à échanger les louis contre de l'argent. En effet , ils valoient strictement plus de 24 livres ; & il n'y avoit aucune Ville en Europe où l'on pût , avec la quantité d'argent contenu dans quatre écus de six livres , se procurer autant d'or qu'il en entroit dans nos anciens louis.

Cet inconvénient s'est accru nécessairement à mesure que nos opérations avec la Banque d'Espagne pour l'extraction des piastras se sont étendues davantage ; car s'il est avantageux , à quelques égards , que les piastras prennent leur cours par la France , & que nos Banquiers se chargent de payer aux autres Nations les soldes de leur commerce avec l'Espagne , il est évident que dès-lors les étrangers deviennent créanciers de la France au

lieu de l'être de l'Espagne ; & comme ils trouvent de l'avantage à se faire payer en or , en même-tems que nos Banquiers trouvent aussi leur compte à les payer ainsi , plutôt que par des traites dont la négociation leur seroit onéreuse , eu égard au prix du change que ces reviremens de solde ont fait hausser à notre désavantage ; il s'ensuit que plus il y a eu de piastres importées en France , plus il y a eu de louis exportés ; & qu'à l'inconvénient de perdre notre or se joignoit celui d'être lésés dans la proportion , quand il seroit à folder les comptes de l'étranger avec l'Espagne.

L'exportation n'étoit pas la seule cause de l'extrême rareté de nos louis. La fonte en absorboit aussi une grande partie , & malgré les réglemens prohibitifs toujours impuissans contre un fort intérêt , on les faisoit servir à tous les usages auxquels le commerce & nos manufactures de luxe emploient les matières d'or.

C'étoit encore la proportion trop basse qui occasionnoit la fonte des louis. Il étoit impossible de l'empêcher , lorsque l'or , n'étant pas évalué dans nos monnoies autant qu'il l'étoit dans le commerce , chaque louis avoit une valeur intrinsèque & métallique supérieure à son cours légal & conventionnel. La réalité de cette disproportion n'a pu paroître douteuse. Pour l'apprécier , on a vérifié quel étoit le prix des matières d'or dans le marché de Paris à la veille de la refonte ; on a vu que le 29 Octobre 1785 , les guinées valoient sur la place 752 livres le marc. Les guinées sont au titre de 21 karats trente trente-deuxièmes ; & par conséquent l'or des louis , ne fût-il compté qu'à 21 karats vingt trente-deuxièmes , valoit 741 livres 4 sols

10 deniers le marc ; cependant 30 louis , pesant un marc , n'avoient cours que pour 720 livres. On achetoit donc pour 720 livres un marc d'or en louis , qui , réduit en lingot , valoit 741 livres 4 sols 10 deniers : il y avoit donc 21 livres 4 sols 10 deniers par marc , c'est-à-dire , environ 3 pour cent de profit à fondre les louis : donc on les fondoit.

Si l'existence des causes donne la certitude de l'effet , l'existence des effets prouve aussi la réalité des causes. Tout le monde sait qu'on ne voyoit presque plus d'or en France , & qu'il étoit devenu infiniment rare à Paris. Les Trésoriers pour le comptant du Roi étoient réduits dans les dernières années à payer jusqu'à 5 à 6 sols le change des louis ; les voyageurs en donnoient souvent davantage , & il étoit très-difficile des'en procurer. La refonte a d'ailleurs fourni une preuve sans réplique , que , depuis environ un demi-siècle , la France a perdu la moitié de ses espèces d'or. Il est constaté qu'entre la refonte de 1726 & celle qui vient d'avoir lieu , il a été fabriqué dans le Royaume pour 1300 millions de monnoies d'or : il n'en avoit été porté que pour 557 millions aux Hôtels des Monnoies jusqu'à l'époque du premier Janvier 1787 ; & comme l'opération étoit dès-lors sur son déclin , il ne peut y avoir beaucoup d'erreur à estimer ce qu'on peut avoir apporté depuis & ce qui peut rester encore d'anciens louis , à une centaine de millions ; en sorte que ce seroit en tout pour 650 millions de louis anciens , y compris même ce qui en est rentré de l'étranger , par l'appas du profit qu'on a donné sur leur prix. La diminution réelle a donc été à concurrence d'une pareille somme de 650 millions de livres , ou 27,166,667 louis , qui ont disparu ,
soit

soit par l'exportation, soit par la fonte. Or ces deux causes avoient évidemment pour principe la proportion fautive entre le prix de l'or & le prix de l'argent : il étoit donc indispensable de changer cette proportion, pour empêcher que bientôt le Royaume ne fût entièrement épuisé d'or. — Cette démonstration paroît complète.

Il faut à présent examiner si ce changement, qui étoit nécessaire, a été bien fait, & s'il étoit convenable de prendre la proportion de quinze & demi à un.

Il peut y avoir, sur le choix de cette proportion, différentes façons de penter & de calculer : elles ont été long-tems discutées ; & l'on va voir que les considérations qui ont déterminé le Roi & son Conseil à élever la proportion jusqu'à ce taux, sont fondées & judicieuses. On verra ensuite qu'il n'en a résulté, & qu'il n'en doit résulter aucun inconvénient.

Qu'on se rappelle ce qui a été observé ci-dessus : — que la France étoit le seul pays de l'Europe où la proportion de la valeur de l'or à celle de l'argent, fût aussi basse que 14 cinq huitièmes à un ; qu'en Espagne & en Portugal, principales sources de ces métaux, cette proportion est à-peu-près de seize à un ; que presque par-tout elle est au-dessus de quinze. La seule inspection de ces différentes valeurs relatives de l'or dans les différens pays, doit faire reconnoître que la proportion de quinze & demi à un pour la France, qui doit sur-tout s'aligner sur l'Espagne, est un terme moyen sagement combiné.

Il est vrai qu'à considérer les prix des matières d'or & d'argent dans leur état de marchandises,

c'est-à-dire , à ne les envisager que sous le rapport de leurs valeurs métalliques & réelles , & non pas sous celui de leurs valeurs légales & conventionnelles , cette proportion auroit pu être fixée un peu plus bas (*) : mais il faut considérer que les prix des métaux , comme marchandise , sont dans une fluctuation continuelle , qui fait qu'ils ne peuvent jamais fournir que le résultat de la proportion du moment ; — qu'en conséquence , ces prix du commerce ne pouvoient pas servir seuls de guide & de règle pour une fixation qu'il s'agissoit de rendre permanente. Il faut , pour une telle fixation , ne pas s'aligner seulement sur ce qui est , mais méditer encore d'après la leçon de l'expérience & les aperçus de la raison ; ce qui doit être à l'avenir. Il est impossible , en pareille matière , de saisir le point de la précision absolue

(*) Au marché de Paris , dans le cours du mois d'Octobre 1785 , époque de la refonte , les prix de ce qu'on y dénomme dans le commerce *or fin* & *argent fin* , c'est-à-dire , l'or à 23 karats trente-un trente-deuxièmes , & l'argent à 11 deniers 20 grains , étoient cotés au marché de Paris , savoir , l'or fin à 104 l'once , ou 832 liv. le marc , & l'argent fin à 55 liv. le marc : or , 832 liv. divisés par 55 , donnent pour proportion 15 sept cinquante-cinquièmes , ou environ 15 un huitième.

Au marché de Londres , en Juillet & Août 1785 , époque de mon premier travail avec le Roi sur cet objet , l'or de 21 karats 30 trente-deuxièmes , qui est le titre des guinées , étoit au prix de 3 liv. 17 sols 6 den. sterling l'once ; ce qui porte le prix de l'or fin à 1017 & demi denier sterling l'once. Les piastres au titre de dix deniers dix-sept grains , étoient à quatre shellings 11 un quart denier , ou 59 un quart denier sterling l'once ; ce qui porte l'argent fin à 66 deux cinquièmes denier sterling l'once. Ces deux sommes divisées l'une par l'autre , donnent la proportion de 15 un huitième.

& mathématique , puisque ce point est mobile & fugitif , qu'il s'échappe à chaque instant , & qu'il varie , soit en raison des différentes circonstances qui peuvent influencer sur le prix des marchés , soit eu égard à des causes plus générales , mais aussi peu stables , telles que la fertilité comparative des mines , la variété des besoins , & même les caprices des hommes , qui peuvent continuellement déprimer ou relever la valeur d'un des métaux relativement à l'autre.

Avant l'heureuse ou funeste découverte des mines de l'Amérique méridionale , la proportion de l'or à l'argent n'avoit pas excédé 10 à un : ce n'a été que lentement & par degré , que cette proportion s'est élevée au point où nous la voyons. En 1726 , la proportion légale fut fixée , en France , à raison de 14 marcs 5 onces d'argent pour un marc d'or ; & ce qui prouve avec combien de sagacité elle avoit été saisie , c'est que pendant de longues années , la France a conservé dans son numéraire circulant une assez grande quantité de l'un & de l'autre métal. Peu-à-peu cependant , son or est devenu moins commun ; & depuis quelques années , cette rareté s'est augmentée assez rapidement , & cela précisément parce que sa valeur légale est restée toujours la même , tandis que sa valeur métallique augmentoit d'année en année.

Avant de procéder à la fixation d'une proportion nouvelle , tendante à remédier au préjudice & aux abus causés par la proportion trop faible , & les empêcher de renaître de long-tems , il est important de considérer & de peler attentivement les causes de la hausse générale du prix de

l'or , pour connoître si elles sont d'une nature passagère ou permanente , & s'il est probable que leur marche doive se ralentir à l'avenir , ou doive au contraire s'accélérer.

La première cause du renchérissement de l'or , c'est que l'augmentation progressive de ce métal , considérée en raison combinée de sa masse & de sa valeur , est beaucoup moindre que celle du métal-argent , considérée également sous ce double rapport ; en sorte que la somme numéraire représentative de la masse d'argent , s'accroît bien plus rapidement que la somme numéraire représentative de celle de l'or ; & cela provient de ce que les mines d'argent sont proportionnellement plus abondantes que celles d'or ; qu'elles sont en même tems plus faciles à exploiter , & qu'elles gagnent tous les jours en richesse & en nombre , tandis que les difficultés & les dépenses de l'exploitation des anciennes mines d'or , deviennent chaque jour plus considérables , & qu'il s'en découvre fort peu de nouvelles. Déjà plusieurs mines d'or des possessions Espagnoles , ont été sur le point d'être abandonnées : elles l'auroient été absolument , si l'Administration Espagnole n'eût pris le parti de réduire la part du Roi du cinquième du produit à un vingtième seulement, tandis que sur l'argent , Sa Majesté Catholique reçoit encore son quint tout entier. Il est donc constant qu'il y a une première cause très-réelle , très-active , & probablement permanente , du renchérissement graduel de l'or ; c'est que ce métal coûte plus aujourd'hui à acquérir , qu'autrefois.

A cette cause , qu'on peut appeler naturelle , se joint celle de l'augmentation du luxe , qui fait

que chaque jour il se consomme plus d'or en bijoux & en dorures de toute espèce.

Enfin , l'or qui , précédemment , & même sans remonter à des tems fort reculés , étoit encore infiniment rare parmi les nations du Nord , s'y est répandu en plus grande quantité , sur-tout depuis que ces nations se sont enrichies par les guerres maritimes , qui ont divisé les plus grandes Puissances de l'Europe. Elles ont changé les chênes de leurs forêts , leur fer & leur chanvre , contre les métaux précieux dont autrefois elles ne faisoient presque pas d'usage ; & après s'être bornées d'abord à l'argent , elles sont entrées aussi dans le partage de l'or avec les pays plus opulens.

Ce qui est déjà vrai des peuples du nord de l'Europe , le deviendra aussi par rapport aux habitans de l'Amérique septentrionale , à mesure que leurs cultures & leur commerce prendront de l'accroissement , & que leur industrie se donnera plus d'effort. De nouveaux moyens produiront chez eux de nouveaux besoins , & tous les genres de richesse s'y introduiront avec tous les genres de dépenses & de superfluités. Ainsi le cours de l'or se ramifiant de toutes parts , & se propageant au loin , deviendra nécessairement moins abondant dans les pays où il étoit autrefois concentré.

Il semble donc que toutes les causes se réunissent pour faire augmenter le prix de l'or : — d'abord un renchérissement réel aux sources de sa production ; ensuite une consommation sans cesse croissante , à mesure que les différentes nations avancent en prospérité & en luxe.

Il est donc probable que la même marche qui

s'est établie depuis quelque tems , continuera long-tems encore , & que la demande de l'or se trouvant moins abondamment remplie que celle de l'argent , ce premier métal continuera à se surhausser plus sensiblement que le second.

D'après ces considérations , tant physiques que politiques , il étoit sans doute convenable de porter la nouvelle proportion un peu plus haut que les prix du commerce ne sembloient l'indiquer , pour le moment , afin de n'avoir pas à y revenir de si-tôt. D'après les résultats des marchés de France & d'Angleterre , on auroit pu donner cette proportion à 15 un quart ; d'après celle de l'Espagne , & en restant même encore au-dessous , on auroit pu l'élever à 15 trois quarts. On a pris la mesure modérée de 15 & demi , qui peut être regardée comme la moyenne proportionnelle entre les prix actuels des métaux , comme marchandises , & leur prix conventionnel , comme monnoies chez les nations qui nous les fournissent.

C'en est assez sans doute pour faire comprendre à la classe impartiale & raisonnable , la seule qu'on veuille persuader , que ce n'est pas légèrement ni sans de bons motifs , qu'on s'est déterminé à la fixation qui a été prescrite par l'Edit d'Octobre 1785. Déjà quelques-uns de nos voisins s'en sont rapprochés ; & il y a lieu de croire que l'exemple , la réflexion & l'influence de notre commerce , la rendront , avec le tems , la plus généralement adoptée.

Ce qu'il y a de certain , c'est que , dans l'opinion même de ceux qui trouveroient cette proportion un peu haute , il n'en pourroit résulter

aucun inconvénient pour la France ; car , en dernière analyse , tout ce qu'on pourroit en conclure , c'est que désormais l'argent y prendroit plus de faveur , & que les étrangers en préféreroient l'extraction à celle de notre or ; en sorte que bientôt la grande masse de notre numéraire se conserveroit en or plutôt qu'en argent. Est-ce donc là un inconvénient réel & qu'on ait à redouter ? Il faut bien convenir que dès qu'il y a une proportion quelconque fixée dans un Royaume , par une loi permanente , on ne sauroit empêcher que celui des deux métaux qu'une autre nation préféreroit davantage , ne s'échappe plus ou moins pour se porter où on le recherche. Mais d'abord le danger d'exportation est moins grand à l'égard de celui de ces métaux dont les masses sont plus volumineuses & moins susceptibles d'une sortie clandestine. Quelle nation d'ailleurs , en Europe , seroit assez riche pour extraire tout l'argent de la France ? Les efforts même qu'on feroit dans cette vue , renchériroient nécessairement le prix de l'or chez les peuples qui l'emploieroient à spéculer sur l'argent , & feroient baisser successivement le prix de l'argent dans les lieux où on le feroit affluer avec excès ; en sorte que l'opération se nuiroit à elle-même , & que l'équilibre se rétablirait bientôt par ses deux extrémités.

Cette crainte chimérique de l'exportation de l'argent , ne doit donc faire aucune impression & en toute hypothèse , il sera toujours vrai de dire qu'aucune nation ne pouvant s'assurer de garder également les deux métaux qui composent son numéraire , il étoit sage & convenable de se précautionner , par préférence , contre la perte

de celui qui a une tendance naturelle à augmenter de valeur dans son rapport avec l'autre.

La proportion de 15 & demi à un , n'est donc ni excessive , ni sujette à aucun inconvénient.

S E C O N D E P A R T I E.

E X É C U T I O N.

La refonte des Louis étoit-elle le moyen qu'on pût prendre pour parvenir à établir la nouvelle proportion adoptée ?

Cette refonte a-t-elle été sagement dirigée & fidèlement exécutée ?

C'est à présent ce qu'il faut examiner.

Après avoir décidé qu'à l'avenir le prix de l'or seroit à celui de l'argent , comme 15 & demi est à un , on ne pouvoit éviter de refondre les espèces d'or , que par l'un des deux moyens suivans :

Celui de baisser le prix monétaire des écus , de manière que chaque écu , au lieu de valoir 6 liv. , n'eût valu que 5 liv. 12 f. 6 den. , & que les quatre ne faisant plus que 22 liv. 10 f. , il eût fallu ajouter 30 sols pour former le prix d'un louis :

Où celui d'augmenter la valeur des louis , & de les porter à 25 liv. 12 f.

Mais le premier moyen contrarioit le but même qu'on s'étoit proposé. On vouloit diminuer la valeur intrinsèque des espèces d'or , pour les réduire à une juste proportion avec celles d'argent , & non pas élever les espèces d'argent à la trop haute valeur des espèces d'or.

Le second présentait tous les inconvéniens reprochés aux surhaussemens des monnoies , deve-

nus si justement suspects à la nation , & dont elle a tant souffert autrefois : pour le moins il en retraçoit l'image , & en donnoit l'inquiétude.

L'un & l'autre opéroient un changement dans le cours numéraire des deux espèces , troubloient tous les rapports auxquels une longue habitude avoit accoutumé , jettoient de la confusion dans les comptes , & rendoient les paiemens plus complexes & plus embarrassans.

Tous deux étoient contraires à la tranquillité publique & aux maximes d'une saine administration. Il ne restoit donc qu'un seul parti admissible.

Le louis valoit réellement plus de 24 liv. : le réduire à 24 liv. étoit l'objet qu'on dûit se proposer ; & le moyen naturel étoit de refondre l'or , afin de diminuer sur le poids du louis la plus value qu'il se trouvoit avoir acquise en sa qualité de métal. Lui laisser tout son poids , moyennant un affoiblissement proportionné sur son titre , c'eût été altérer les monnoies , bannir la confiance , & s'écarter du principe qu'on a suivi dans toute cette opération , celui de n'y rien faire qui ne fut connu , manifeste , & facile à vérifier.

Ainsi, conserver à toutes nos monnoies leur même cours numéraire , ne rien changer à leur titre , rétablir la proportion par la seule diminution du poids des espèces qui avoient trop de valeur , — voilà les trois points qui ont servi de bases à la refonte.

Cette refonte faisoit porter le remède directement sur le métal qui avoit éprouvé chez l'étranger un surcroît de valeur ; & c'étoit suivre l'indication même de ce changement que d'ordonner , comme on a fait , qu'à l'avenir le marc

d'or seroit fabriqué à 32 louis au lieu de 30.

C'étoit annoncer en même tems que l'argent continueroit d'être regardé comme la véritable & unique mesure des valeurs ; que cette mesure seroit invariable ; que le poids, le titre, la dénomination, des espèces d'argent resteroient toujours les mêmes. Et il n'est en effet aucune circonstance possible où il convînt d'y rien changer : on ne le pourroit sans jeter le désordre dans toutes les propriétés, & le dérangement dans toutes les fortunes.

Par-dessus tant de raisons décisives, une dernière considération, qui d'abord n'avoit pas été envisagée ni prévue, mais qui s'est découverte au moment de l'opération, a confirmé la sagesse du parti pris par Sa Majesté de préférer la refonte à tout autre moyen pour réaliser la proportion nouvelle : c'est qu'on a reconnu que parmi les espèces d'or fabriquées depuis 1726, non-seulement il y en avoit beaucoup qui avoient perdu de leur poids par l'effet même de leur circulation depuis plus d'un demi-siècle, mais même qu'il y en avoit aussi une partie qui n'avoit pas complètement le titre prescrit par les Ordonnances. Cette défectuosité ne pouvoit se réparer que par la refonte ; & il étoit digne de l'exacte & scrupuleuse justice du Roi de ne pas la laisser subsister.

C'est pour y remédier qu'il a été ordonné d'ajouter aux dépens de Sa Majesté quatre trente-deuxièmes de fin aux fontes des anciens louis. Cet ordre, donné publiquement & confirmé dans la forme la plus authentique, n'a excité dans le tems que des applaudissemens. Aujourd'hui on prétend tout à la fois qu'il n'étoit pas nécessaire, & qu'il n'a pas été exécuté. Il est aussi facile qu'important de détruire cette double calomnie.

La preuve que l'addition ordonnée de quatre trente-deuxièmes étoit nécessaire pour que les fontes provenant de la masse entière des anciens louis fussent à leur titre légal , résulte des essais multipliés qui ont été faits par ordre du Roi , & auxquels il a été procédé très-régulièrement.

Il est d'usage constant , & cet usage est indispensable , qu'à chaque refonte on vérifie le titre auquel se trouve la masse commune des espèces qu'on est déterminé à refondre ; parce qu'on a remarqué qu'elles sont plus ou moins altérées en proportion du laps de tems qu'elles ont circulé. On n'entend pas sans doute que le frottement qu'elles éprouvent par cette circulation puisse , quelle que soit la durée , dégrader le titre ; on fait bien que ce frottement ne peut produire qu'un léger affoiblissement dans le poids : (*) mais c'est que dans un long espace de tems il est presque impossible qu'il ne survienne pas divers abus capables d'influer jusques sur le titre , & de détériorer par leur réunion la masse entière des espèces.

Ces abus se rapportent à différentes causes.

1^o , Il y a eu des Directeurs fortement soupçonnés de ne pas passer en délivrance toutes les espèces qu'ils fabriquoient ; & il est naturel de présumer que celles qu'ils ont ainsi soustraites à l'examen des Essayeurs , des Juges - gardes , & des Cours des Monnoies , n'avoient pas fidèlement leur titre.

2^o , D'autres Directeurs ont été trouvés inexacts dans leur fonte. Leur travail n'est jugé qu'à la fin

(*) C'est cet affoiblissement de poids résultant de la circulation qu'on appelle *fray*.

de l'année. S'il est reconnu qu'il soit ce qu'on appelle *hors des remèdes*, (*) ils sont condamnés à restituer au Roi, soit le montant du *foiblage* si les espèces n'ont pas leur poids, soit le montant de l'*échars* (c'est-à-dire, la valeur du fin qui n'a pas été employé) si elles n'ont pas leur titre : ils sont en même tems condamnés, ainsi que les Juges-gardes & les Essayeurs, à des amendes. Mais ni ces restitutions, ni ces amendes, n'empêchent que les espèces déjà répandues dans la circulation ne restent inférieures. L'attention que l'on donne au choix des Directeurs, les épreuves & les examens réitérés qu'on fait subir à toutes les pièces, la vigilance des deux Juges-gardes, du Contrôleur, Contre-garde, & de l'Essayeur, qui tous répondent avec le Directeur de la fidélité de la fabrication ; enfin la certitude qu'ils ont tous que la Cour des Monnoies doit revoir & juger définitivement les échantillons qu'elle reçoit de chaque délivrance ; font que les défauts sont extrêmement rares. Mais est-il étonnant qu'il en ait échappé quelques-unes dans un intervalle de tant d'années, & sur-tout tandis que le nombre des

(*) On appelle *remède* la permission accordée aux Directeurs des Monnoies, d'employer dans la fabrication des espèces une petite portion de fin du poids de moins que ce qui est prescrit par les réglemens. La diminution sur le degré de fin de la matière s'appelle *remède de loi* ; celle sur la pesanteur s'appelle *remède de poids*. Quand les Directeurs excèdent cette espèce de marge accordée par la loi, ils sont jugés être *hors des remèdes*, & condamnés à l'amende, ainsi qu'à la restitution du déficit, qu'on appelle *foiblage* quand il s'agit du poids, & *échars* quand il s'agit du titre. Ce que l'on économise par l'emploi des remèdes, est réservé au profit du Roi, pour prévenir l'abus qu'on pourroit en faire.

hôtels de monnoies étoit comme autrefois porté à trente ?

3° , Il y a eu aussi de fausses fabrications , des contrefaçtions étrangères si bien imitées qu'on ne peut les reconnoître.

4° , Enfin, l'art des Essayeurs n'a pas toujours été aussi parfait qu'il l'est devenu , à mesure que les connoissances chymiques se sont plus étendues. Il est certain que les essais qui se font aujourd'hui donnent , toutes choses d'ailleurs égales , un ou même deux trente-deuxièmes de moins que ceux qui se faisoient autrefois , soit que les Essayeurs aient acquis plus d'habileté , soit que les substances qu'ils emploient pour agens soient de meilleure qualité , soit que les soins des officiers de la Cour des Monnoies les aient amenés à être plus rigoureux dans leurs vérifications.

En considérant l'impression que toutes ces causes combinées doivent avoir faites sur les fabrications d'espèces d'or dans tout le Royaume depuis soixante ans , il ne peut paroître extraordinaire , ni à plus forte raison incroyable , que la masse qu'on a formée par la réunion de quantités considérables d'espèces d'or fabriquées dans chacun des différens hôtels des monnoies depuis 1726 & prises au hasard , se soit trouvée avoir un titre commun de quatre trente-deuxièmes au-dessous de ce qu'il devoit être,

Lors de la refonte de 1726 , quoiqu'elle ne fût faite que peu d'années après les trois précédentes , dont la plus ancienne étoit de 1715 , on trouva deux trente-deuxièmes de moins en degré de fin sur les monnoies d'or : pourquoi donc se refuser à croire qu'il s'en est trouvé 4 sur un intervalle fix

fois plus long, & lorsque les essais se font plus scrupuleusement ? Cependant sur le premier rapport qu'on en fit à l'Administrateur des finances, il en témoigna sa surprise ; & comme il lui fut dit alors qu'anciennement & dans quelques-unes des Provinces du Royaume, où il y avoit autrefois des Cours de Monnoies particulières, il y avoit eu tant de négligence qu'il s'étoit trouvé des louis qui n'étoient qu'au titre de 21 karats quatre trente-deuxièmes, il chargea le Procureur-Général d'approfondir le fait. Ce Magistrat fit faire des recherches à ce sujet ; & leur résultat est configné dans une Lettre qui lui fut écrite par un homme très-instruit, le 3 Décembre 1785 : elle mérite d'être rapportée en entier. En voici la teneur.

» Je crois comme vous, Monsieur, que les huit
 » Monnoies qui étoient autrefois dans le ressort
 » de la Cour des Monnoies de Lyon doivent avoir
 » contribué beaucoup à la dégradation du titre de
 » nos anciens louis, d'après les hors de remèdes
 » considérables que vous dites avoir été trouvés sur
 » la fabrication de ces mêmes monnoies des années
 » 1771 & suivantes ; & je conçois que le fait qui
 » vous a été rapporté du titre de 21 karats quatre
 » trente-deuxièmes trouvé sur un louis de la Mon-
 » noie de Lyon, & sur lequel vous me demandez
 » des renseignemens, ne peut que vous affermir
 » encore davantage dans votre opinion. Ce fait
 » transpira dans le tems, & voici ce que je peux
 » m'en rappeler :

» La Cour des Monnoies de Lyon ayant été
 » supprimée au mois d'Août 1771, les huit Mon-
 » noies de son ressort envoyèrent leurs deniers de

» boëte de cette même année à la Cour des Mon-
 » noies de Paris ; & en 1772 on y procéda à leur
 » jugement.

» Alors les Essayeurs Général & Particulier fai-
 » soient les essais des deniers de boëte séparément.
 » L'Essayeur général ayant trouvé *dans les remèdes*,
 » divers louis du travail de 1771 de la monnoie de
 » Lyon, & l'Essayeur Particulier les ayant trouvés
 » *hors des remèdes*, la Cour, suivant l'usage en pareil
 » cas, ordonna que les deux Essayeurs feroient la
 » reprise de leurs essais conjointement. Cette re-
 » prise se fit ; & il fut reconnu unanimement, &
 » constaté par un procès-verbal au rapport de
 » M. d'Origny, qu'entr'autres essais celui rapporté,
 » en premier, à 21 karats quatre trente-deuxièmes
 » par l'Essayeur Particulier, n'étoit réellement
 » qu'à ce titre.

» Pour revenir à l'altération du titre de nos
 » anciens louis, je crois, Monsieur, que le mal est
 » fort ancien, qu'il est applicable à presque toutes
 » les monnoies du Royaume, & qu'il provient de
 » ce qu'avant 1772, tems où il y en avoit trente
 » d'ouvertes, le travail étant trop partagé, les
 » Essayeurs n'étoient ni assez occupés ni assez bien
 » traités pour se faire un objet capital de leur état ;
 » de ce qu'alors ces officiers travailloient en géné-
 » ral sans principes & par routine ; de ce qu'ils
 » ignoroient ou négligeoient pour la plupart de
 » s'assurer de la bonté de leurs agens, avant de
 » les employer ; & principalement de ce qu'ils se
 » servoient presque tous d'eaux-fortes trop foibles
 » pour qu'elles pussent se charger complètement
 » des dernières parties de l'alliage de leurs essais,

» ce qui leur faisoit porter le titre des fontes pres-
 » que toujours à quelques trente-deuxièmes de plus
 » qu'elles ne devoient l'être , &c. ».

Les détails contenus dans cette lettre achèvent d'expliquer d'où peut provenir l'infériorité de titre reconnue dans les anciens louis. Mais quand les causes en seroient ignorées, elle n'en seroit pas moins incontestable :

Parce qu'elle a été vérifiée authentiquement par les essais répétés que l'Essayeur Général & l'Essayeur Particulier ont faits en présence du Procureur-Général, Commissaire du Roi en cette partie, & aussi de l'Inspecteur Général des Essais ; desquels il résulte que le titre commun des anciens louis n'étoit que de 21 karats 17 à dix-huit trente-deuxièmes :

Parce que le résultat des essais relaté dans le procès-verbal des 11, 12, 13, 14, 15 & 16, du mois de Novembre 1785, n'a essuyé dans le tems aucune contradiction, & que la calomnie tardive qu'on y oppose aujourd'hui n'est appuyée sur rien :

Parce que la vérité de ce résultat est surabondamment confirmée par 528 essais faits à Montpellier par l'Essayeur de la monnoie de cette ville, qui étoit en querelle avec le Directeur :

Parce que ce même résultat s'accorde avec les certificats de l'affinage royal, dont les Fermiers, ayant reçu du Directeur une quantité considérable de louis anciens sur le pied de 21 karats dix-sept trente-deuxièmes, comme le Directeur les recevoit lui-même, se sont plaints d'y être lésés :

Parce que cette infériorité du titre des anciens louis n'est pas une découverte récente, & que dès

1781 elle avoit été constatée par plusieurs essais faits à Ausbourg , d'après lesquels la Table des Titres qui fut dressée alors , évalue *la commune du titre des louis de France à 21 karats 7 d.* , ce qui répond à 21 karats dix-huit trente-deuxièmes :

Parce qu'enfin il existe encore un lingot d'or fait des louis de 24 hôtels des Monnoies pris sans choix au change , & paraphé tant par l'Essayeur Général que par l'Essayeur Particulier de Paris , qui ont déclaré que le titre en avoit été trouvé être de 21 karats dix-huit trente-deuxièmes faibles , par conséquent à-peu-près dix-sept trente-deuxièmes ; & le Procureur-Général a conservé les contre-parties de ces louis avec *le différent (*)* & *le millésime* de leurs monnoies , en sorte qu'on peut encore en faire l'essai comparatif.

Il n'est donc pas permis de douter qu'il ne fût nécessaire d'ajouter quatre trente-deuxièmes aux fontes , pour donner à la matière des nouveaux louis le degré de fin exigé par le titre légal , qui est de 22 karats en lui-même , & qui , nonobstant les *remèdes* autorisés , ne doit jamais descendre au-dessous de 21 karats vingt-un trente deuxièmes.

Lors de la refonte de 1726 , pour tenir lieu des deux trente-deuxièmes qu'on avoit trouvés man-

(*) *Différent* est un terme d'art qui ne peut pas être remplacé entièrement par celui de *marque* , auquel il semble répondre. Il y a trois marques dans les monnoies , celle qui indique l'hôtel des monnoies , celle qui indique le directeur , celle qui indique l'artiste graveur des poinçons : le mot *différent* indique également ces trois marques. Celle de l'année s'appelle dans le langage monétaire *millésime*.

quer au titre des louis fabriqués antérieurement, on prit le parti d'étendre le *remède de loi*, de ces deux trente-deuxièmes (1). Le Roi n'a pas voulu en 1785, se servir d'un pareil expédient; Sa Majesté a mieux aimé sacrifier une partie du bénéfice qui lui revenoit sur la refonte, pour conserver le crédit de ses monnoies; & par l'addition des quatre trente-deuxièmes qu'elle a fait faire à ses frais (2), elle a épargné au public le préjudice qu'il auroit souffert par une extension de remèdes qui auroit fait perdre aux louis une partie de leur valeur réelle.

Loin d'élargir encore cette espèce de marge qu'on appelle *remède*, laquelle en 1726 avoit été portée de dix à douze trente-deuxièmes, elle l'a plutôt restreinte en fixant le titre, tous *remèdes* déduits, à vingt-un karats vingt-un à vingt-deux trente-deuxièmes, ainsi qu'il résulte de la Déclaration de 1786 enregistré en la Chambre des Comptes.

Dira-t-on que le Roi a été trop libéral en cette occasion; qu'il auroit pu, en partant de l'extension de *remède* autorisée en 1726, ne compter le titre qu'à 21 karats vingt trente-deuxièmes; & que si Sa Majesté n'a pas voulu imiter ce qu'on fit alors

(1) Cette extension se fit, à ce qu'on croit, en vertu d'un Arrêt du Conseil du mois de Mai 1726. Ceci étant écrit de mémoire, une légère erreur de date ou de citation seroit excusable.

(2) Le karat se divise en trente-deux parties, qui sont autant de degrés de fin. Il y en a 768 dans vingt-quatre karats, qui correspondent à un marc. Le marc contient 4,608 grains: en conséquence un trente-deuxième correspond à six grains, & quatre trente-deuxièmes font un denier qui, au prix actuel du marc d'or, vaut 4 liv. 6 s. 4 d. Ainsi, sur 850 mille marcs qu'on a fabriqué, les quatre trente-deuxièmes ont coûté 3,450,000 liv.

pour se donner l'apparence de ramener les espèces à leur titre sans les y ramener en réalité, elle auroit pu du moins se borner à ajouter les deux trente-deuxièmes ou deux trente-deuxièmes & demi qui manquoient pour arriver à 21 karats vingt trente-deuxièmes seulement ?

Cette objection seroit choquante & de bien mauvaise foi ; car c'est demander pourquoi le Roi n'a pas prorogé l'abus de cette extension de *remède* qui non-seulement étoit vicieuse dans son principe, mais qui d'ailleurs par ce principe même n'auroit dû être que momentanée, puisqu'elle ne se rapportoit qu'à la refonte de 1726. C'est affecter de s'étonner de ce qu'au moment où la proportion fixée entre l'or & l'argent entraînoit la nécessité de diminuer le poids des louis, il a paru juste & sage d'en bonifier le degré de fin, sans changer le titre légal, mais en bornant l'étendue des *remèdes* ; c'est se plaindre ridiculement de ce que Sa Majesté a bien voulu diminuer son bénéfice pour augmenter la valeur intrinsèque de ses monnoies d'or, pour rendre à ses peuples ce qu'une défectuosité qu'on auroit pu laisser inaperçue, leur faisoit perdre, pour manifester aux nations étrangères les principes de bonne foi, de loyauté, d'exacte & scrupuleuse justice, qui ont présidé à toute cette opération.

Il est évident que la matière des anciens louis ayant été reconnue n'être qu'à 21 karats dix-sept à dix-huit trente-deuxièmes, il ne falloit pas moins de quatre trente-deuxièmes d'addition pour que le titre fût toujours au-dessus plutôt qu'au-dessous de 21 karats vingt-un trente-deuxièmes ; & l'on doit applaudir avec reconnoissance à la décision bien-

faisante du Monarque qui en a fait la loi. Le Ministre qui la lui a proposée, devoit-il s'attendre à l'usage qu'on en fait contre lui? Il n'y a donc rien d'impénétrable à la dent envenimée de la calomnie!

Mais, loin qu'il ait à s'en repentir, il ne peut que regretter de n'avoir pu, avant sa retraite, mettre sous les yeux du Roi le plan qu'il avoit conçu pour réduire encore davantage, peut-être même supprimer tout-à-fait, cet usage de *remède de loi & de poids*, dont le maintien considéré comme nécessaire présenteroit l'aveu d'une imperfection dans nos opérations métallurgiques, telle que le progrès de nos connoissances ne permet pas de la supposer (*); & considéré comme possible à éviter, ne seroit plus qu'un prétexte de bénéfice indirect peu digne d'un Roi de France.

Après avoir démontré, le plus clairement qu'il est possible, que l'addition de quatre trente-deuxièmes dans les fontes étoit juste & nécessaire, on va prouver qu'elle a été fidèlement exécutée.

Cette seconde vérité est une conséquence de la première, s'il est certain que le titre commun des nouveaux louis est à 21 karats vingt-un trente-deuxièmes, tandis que celui des anciens étoit, comme il est prouvé de quatre trente-deuxièmes inférieur.

(*) On peut consulter sur cette matière, & généralement sur ce qu'on vient de dire concernant la fabrication monétaire, les membres de l'Académie des Sciences les plus versés dans les connoissances chimiques qui y ont rapport, tels que MM. du Tillet & d'Arset, Commissaires du Roi, Inspecteurs Généraux des Essais, & MM. de Lavoisier, le Sage, & Bertholet. On est persuadé que ces savans, dont les lumières & l'intégrité sont universellement reconnues, ne contrediront pas l'exposé de ce Mémoire.

Or le titre actuel des louis en circulation ne peut être l'objet d'aucun doute. Il est facile de s'en assurer ; & ici tout l'univers est appelé en témoignage ; bien entendu que les preuves doivent être faites sur des louis pris indistinctement de tous les hôtels de Monnoies où l'on en a fabriqué , en quantité suffisante pour que leur masse puisse donner ce qu'on appelle un *titre commun* ; car il est possible que dans le nombre des fontes qui ont concouru à la fabrication des louis pour la valeur de 650 millions de liv. , il y en ait eu quelques-unes d'inexactes. L'exemple , quoiqu'unique , de ce qu'on assure être arrivé à Strasbourg , suffit pour qu'on ne puisse pas garantir absolument le contraire ; & jusqu'à ce que le Gouvernement ait pris , comme on doit présumer qu'il le fera , le sage parti de retirer & anéantir tout ce qui provient de cette fabrication suspecte ; mais heureusement fort peu considérable , les louis qui en sont sortis ne doivent pas être compris dans les vérifications qui peuvent faire juger de la masse totale.

Pour tout le surplus , les essais multipliés qu'on a faits , autorisent à s'appuyer d'avance de tous ceux qu'on pourroit faire ; & pour joindre à cette légitime confiance , une preuve positive , on peut citer celle que fournit la manutention de la Monnoie de Paris , qui seule a fait près de la moitié du travail de toute la refonte. Le Directeur a fait affiner sous les yeux de MM. les Commissaires du Roi la quantité de louis nécessaire pour ajouter quatre trente-deuxièmes à toutes les fontes : il s'est servi de l'affinage royal dont les registres l'attestent , ainsi que le paiement des droits d'affinage montant à 98,000 liv. , fait par lui à la Caisse

d'Escompte qui avoit alors la ferme de l'affinage ; enfin les livres journaux de ce Directeur , qui ont toujours paru mériter confiance ; relatent l'addition des quatre trente-deuxiemes de fin qui s'est faite à chaque fonte au vu & au su de tous ceux qui ont coopéré au travail.

Ce qui acheve de ne laisser aucun doute sur l'exactitude de cette opération , ce sont les trois Arrêts de la Cour des Monnoies qui constatent que les nouveaux louis fabriqués à la Monnoie de Paris, ont été reconnus être à 21 karats vingt-un à vingt-deux trente-deuxiemes , quelques-uns même à 21 karats vingt-trois trente-deuxiemes. Comme il est d'ailleurs bien démontré que le produit des anciens louis n'a donné qu'un titre commun de 21 karats dix-sept à dix-huit trente-deuxiemes, il s'ensuit que la Cour des Monnoies elle-même a déjà prononcé que pour la principale fabrication du Royaume , pour celle qui équivalait toutes les autres ensemble , la loi qui prescrit d'ajouter quatre trente-deuxiemes de fin a été soigneusement exécutée. On auroit la même preuve à rapporter pour tous les autres hôtels des Monnoies , si les jugemens des deniers de boîte qu'ils ont dû envoyer de six mois en six mois , avoient été rendus avec plus d'exactitude. Ils ne l'étoient pas encore au mois d'Avril de la présente année 1787 , pour la majeure partie des fabrications faites depuis le premier Juillet 1786 , dans les différentes provinces du Royaume.

De ces Arrêts de la Cour des Monnoies pour Paris, rapprochés de ceux qu'elle a rendus pour Strasbourg , il naît une observation qui fait voir combien l'induction qu'on en peut tirer est contraire à

l'usage qu'on en voudroit faire. Ce sont deux exemples de conduite fort opposée de la part de deux hôtels des monnoies.

D'un côté l'on voit un agent infidèle qui, abusant de la confiance d'un Directeur âgé & infirme, dont il faisoit les fonctions, ne met pas dans les fontes les quatre trente-deuxièmes que les ordres du Roi & la lettre du Ministre lui enjoignoient d'y ajouter; & en conséquence les louis provenans de ces fontes se trouvent n'être qu'à 21 karats dix-sept à dix-huit trente-deuxièmes, comme étoient les anciens louis : la Cour des Monnoies l'a reconnu & jugé ainsi d'après les essais qu'elle a fait faire.

D'un autre côté, le Directeur de la principale fabrication du Royaume exécute avec intégrité les ordres qu'il avoit reçus; il ajoute fidèlement les quatre trente-deuxièmes à toutes ces fontes; & en conséquence les nouveaux louis qui en proviennent sont jugés être à 21 karats vingt-un à vingt-deux trente-deuxièmes, comme ils doivent être : la Cour des Monnoies l'a reconnu, & jugé ainsi par trois Arrêts.

N'est-il pas évident que dans l'un & l'autre cas, les jugemens de la Cour des Monnoies ramènent exactement à la même conclusion, & que la véritable induction qu'on en peut tirer est que dans le seul point du Royaume où l'on a manqué à l'addition des quatre trente-deuxièmes, les louis sont en dessous de leur titre, que par-tout ailleurs où l'ordre de cette addition a été exécuté, les louis ont la plénitude du titre légal ?—Comment donc veut-on aujourd'hui se prévaloir de ces Arrêts pour attaquer

& le principe de la décision du Roi , & la fidélité de son exécution ?

On a vu que le principe est incontestable :—on vient de voir que l'exécution générale ne peut être suspecte :—il ne reste qu'à montrer que les effets ont été avantageux.

TROISIEME PARTIE.

E F F E T S.

Avoir prouvé qu'une nouvelle proportion dans la valeur comparative de l'or & de l'argent étoit devenue indispensable que celle de quinze & demi à un , qu'on a cru devoir adopter , est juste & convenable ; que la refonte de l'or étoit , sous tous les rapports , le meilleur moyen qu'on pût prendre pour établir cette proportion nouvelle ; & que la refonte elle-même a été dirigée par les principes de la justice la plus scrupuleuse , suivie avec toutes les précautions possibles , & fidèlement exécutée ; c'est déjà avoir fait connoître que cette opération n'a pu produire que des effets salutaires & utiles. Mais on ne peut se refuser à la satisfaction de retracer ici une courte énumération des divers avantages qu'en ont retirés & l'État en général , & les finances du Roi en particulier , & les possesseurs des anciens louis.

Utilité pour l'État.

La France ne sera plus désormais lésée dans ses échanges , ainsi qu'elle l'étoit quand elle donnoit ses espèces d'or pour un prix au-dessous de leur

véritable valeur intrinsèque comme métal & marchandise.

Une proportion plus juste établie entre les valeurs légales des deux métaux, les maintiendra tous deux en circulation, & ne laissera plus le Royaume exposé à être bientôt entièrement dépourvu du numéraire d'or dont la conservation est essentielle à la commodité générale, & particulièrement au commerce de plusieurs de nos provinces.

La masse totale du numéraire se trouvera augmentée considérablement, puisqu'il y a deux louis de plus par marc; ce qui, sur 900,000 marcs qu'a donnés la fonte des vieux louis estimée être de la valeur de 650,000,000, fait plus de 43,000,000 d'accroissement à la richesse nationale.

Les monnoies d'or auront la plénitude de leur titre légal; les louis seront d'un poids uniforme proportionné au prix de 4 écus de 6 livres; (*) & une plus grande facilité de maintenir l'ordre & l'exactitude dans cette importante & délicate partie

(*) On a mis en question si les nouveaux louis valent intrinsèquement 4 écus de 6 livres. Il est constant qu'ils les valent exactement, & même qu'il y a quelques deniers de différence en faveur des louis. En effet, chaque marc d'argent employé à faire 8 écus de 6 liv. & trois dixièmes, ne vaut intrinsèquement, déduction faite des remèdes, que 48 liv. 9 s., ce qui fait que chaque écu de 6 liv. n'a de valeur intrinsèque que 5 l. 16 s. 8 d. Ainsi, 4 écus de 6 liv. ne valent exactement que 23 liv. 6 s. 8 d. le marc d'or divisé en 32 louis a de valeur réelle, après avoir déduit pareillement les romèdes, 748 liv. 4 s. 6 d. au titre de 21 karats vingt-un trente-deuxièmes, ce qui donne pour chaque louis 23 l. 7 s. trois deniers & demi. Le louis actuel vaut donc exactement & intrinsèquement sept deniers & demi de plus que 4 écus de 6 livres.

de l'administration publique , lui assurera la faveur de l'opinion tant au dehors qu'au dedans.

Utilité pour les finances du Roi.

La refonte a produit au Trésor Royal un bénéfice d'environ 7,000,000; on l'avoit même estimé beaucoup au-dessus dans le principe , en calculant sur le pied de 18 liv. par marc , qui est effectivement la difference entre les 750 liv. que le marc d'or mis en fonte a coûté au Roi, & les 768 liv. qu'il a produit en valeur numéraire lorsqu'on l'a divisé en 32 louis. Mais comme il faut déduire sur ces 18 l.,—1^o, les frais de fabrication , qui vont à 2 l. 15 s. par marc ; —2^o, 35 s. 6 d. par marc d'or pour la difference en son prix réglé à 750 liv. & sa valeur intrinsèque, qui, sur le pied de 21 karats 21 trente-deuxièmes, n'est que de 648 l. 4 s. 6 d. ; —3^o, les quatre trente-deuxièmes de fin qu'il a fallu ajouter pour arriver au titre légal, & qui valent 4 l. 6 s. 8 d. ; —4^o, les frais d'affinage, qui vont à 21 s. par marc ; —5^o, les déchets inévitables dans la fabrication, qu'on peut évaluer à une vingtaine de deniers par marc ; —il s'ensuit que le bénéfice effectif pour Sa Majesté n'a été que de 8 liv. par marc : ce qui, sur une fabrication de louis pour la valeur de 650,000.000 liv. faisant 902,777 marcs , donne 7,255,216 livres.

Il est à observer que le seul droit de seigneurage sur le pied de 11 liv. , comme il est fixé par l'édit de 1771 , en ne déduisant que les frais de fabrication , auroit produit davantage.

Utilité pour les possesseurs des anciens louis.

Le gain des particuliers sur les louis portés par eux à la monnoie est aisé à calculer. Il a été accordé par la loi 25 liv. pour chaque louis ancien reconnu avoir tout son poids. Il s'est trouvé du déchet sur le plus grand nombre ; & en conséquence le bénéfice par louis, suivant une évaluation commune sur toute la masse, s'est trouvé réduit à-peu-près du quart. Si on le comptoit à 15 sols seulement par louis, ou 24 liv. par marc, il seroit, sur 900,000 marcs, de 21,600,000 liv. ; & si l'on veut ne l'évaluer qu'à 12 sols par louis, ce qui seroit certainement l'estimer au plus bas, ce seroit 18 liv. par marc, produisant en bénéfice 16,200,000 liv. que la plus-value des anciens louis auroit rapporté aux propriétaires, qui perdoient réellement cette plus-value avant que l'or renfermé dans les anciens louis eût acquis un cours légal conforme à la juste proportion de son prix réel en qualité de métal & de marchandise.

A tant d'avantages divers se joint encore celui d'avoir suivi le conseil d'une politique éclairée, qui, méditant sur l'expérience du passé & sur la prévoyance de l'avenir, avertissoit que l'or continueroit d'acquérir constamment & par une gradation uniforme, un accroissement sensible de valeur comparativement à l'argent ; & qu'en conséquence une administration sage ne pouvoit voir avec indifférence qu'il s'écoulât peu à peu du Royaume par un concours de causes infaillibles dans leur effet ; & que la France s'appauvrissant de jour en jour du métal dont le prix, suivant un ordre

de choses qui doit durer long-tems encore , ne peut que s'accroître , lentement à la vérité , mais constamment , couroit le risque que son numéraire se réduisît successivement aux seules espèces d'argent , dont la valeur relativement à l'or doit toujours diminuer dans une égale proportion.

En terminant ce mémoire , qui n'est qu'un précis rapide de ce qu'on pourroit dire beaucoup mieux & avec plus d'étendue sur cette grande & importante matière , qu'il soit permis à celui qui l'a écrit de faire une dernière réflexion fort excusable de sa part , & dont il lui est impossible de se défendre.

Quelle différence de la refonte générale des espèces d'or ordonnée en 1785 par Louis XVI , & de toutes celles qui ont été ordonnées & effectuées sous les règnes précédens ! Qu'on se rappelle les principales : — celle du règne de St. Louis , le premier de nos Rois dont les monnoies aient eu cours dans toute l'étendue du Royaume ; — celle de Philippe le Bel , sous le règne duquel il y eut de fréquens changemens dans les monnoies ; — celles de Philippe de Valois , sous qui les variations dans le titre , le poids , la dénomination & le cours des espèces furent encore multipliés ; — celle de Jean II son successeur , qui refondit & changea si souvent les monnoies , *qu'à grand' peine* (comme le disent les lettres-patentes du 17 Septembre 1351) *étoit-il homme qui put s'y connoître* ; — celles de Charles VI , qui se ressentirent des malheurs de son règne ; — celles de Charles VII , de Louis XI , de Charles VIII , de Louis XII , de François I , de Henri III , & de Henri IV , qui tous firent frapper des monnoies d'or sous différentes dénominations ,

la plupart sous celle d'écus d'or , au titre d'environ 23 karats & au *remède* d'un quart ou huit trente-deuxièmes ; — celles de Louis XIII en 1640 , & de Louis XIV en 1689 , 1701 , 1704 , & 1709 , qui réduisirent les louis à 22 karats , laissant le *remède* au quart ; — enfin celles de Louis XV dans les années 1715 , 1718 , 1719 , 1723 & 1726 qui diversifièrent continuellement le poids , la dénomination , & le cours numéraire des monnoies d'or , laissant cependant le titre à 22 karats , mais portant successivement les *remèdes de loi* de 8 à 10 , & de 10 à 12 trente-deuxièmes.

Qu'on examine les causes & les résultats de toutes ces refontes , on verra que toutes ont eu pour principe des vues fiscales ; & que celle de Louis XVI est la seule qui ait été motivée par un grand intérêt public & politique : que plusieurs ont été au détriment , aucune à l'avantage de la nation ; & que celle de Louis XVI est la seule où les particuliers & le public aient gagné : que la plupart ont changé la dénomination & le cours des monnoies sans autre motif que le profit du Trésor Royal , que quelques-unes même en ont affoibli le titre par l'extension qu'elles ont donné au *remède de loi* ; & que celle de Louis XVI , fondée sur la nécessité reconnue de fixer une nouvelle proportion entre les métaux ; n'a changé ni la dénomination , ni la valeur conventionnelle des espèces ; que loin d'atténuer en aucune sorte leur titre , elle l'a rétabli dans sa plénitude ; qu'elle a restreint plutôt qu'étendu les limites des *remèdes* ; & qu'elle a tout à la fois prévenu l'épuisement d'or dont la France étoit menacée , augmenté la masse de son numéraire , & remis en activité la circulation du plus précieux des métaux.

Faut-il ajouter qu'aucun des ministres qui ont conseillé des refontes inutiles & purement fiscales , n'ont été inquiétés à ce sujet ; & que celui qui a proposé avec zèle , & exécuté avec succès , l'opération généralement avantageuse qu'un Roi sage n'a adoptée qu'après un mûr examen , est réduit aujourd'hui à se justifier de l'accusation qu'elle lui attire ? Puisse-t-il du moins en résulter quelque augmentation de lumière sur l'objet qu'il vient de traiter , & un accroissement de motifs pour la confiance publique !

C O T E I I I.

L E T T R E C I R C U L A I R E

D E M. D E C A L O N N E ,

*Aux Directeurs des Monnoies de Paris ,
Lyon , Metz , Bordeaux & Nantes.*

Paris , 30 Novembre 1785,

D' A P R È S le rapport, Monsieur, des essais multipliés que M. le Procureur-Général a fait faire, par les ordres du Roi, il est constant que le titre commun des anciens louis circulant dans le Royaume est de 21 karats dix-sept trente-deuxièmes fort : en conséquence il vous est ordonné d'en compter sur ce pied. Vous ferez affiner une quantité suffisante de matières d'or pour allier de quatre trente-deuxièmes de fin par marc les fontes que vous ferez de ces espèces. Les frais d'affinage vous seront alloués conformément à la Déclaration du Roi, qui sera incessamment rendue à ce sujet, & qui sera envoyée à la Chambre des Comptes pour y être enregistrée. Je suis, Monsieur, &c.

C O T E I V.

LETTRE adressée à M. DE CALONNE,

Par M. DE BEYERLÉ, Conseiller au
Parlement de Nanci, & Fils du feu
Directeur de la Monnoie de Strasbourg.

Paris, 12 Avril 1787.

MONSIEUR,

ON m'arrête à chaque pas pour me demander des éclaircissements sur une lettre qu'on prétend avoir été trouvée sous les scellés apposés à la Monnoie de Strasbourg, lors du décès de mon père. Les uns disent que cette lettre étoit adressée à mon père : la version des autres est qu'elle l'étoit au nommé Rivage, Essayer de la monnoie. On assure que par cette lettre, vous exigiez que dans la fabrication des louis, on économisât l'or fin de manière à vous procurer un bénéfice de trois à quatre livres par louis.

Une simple dénégation de ma part a persuadé ceux qui connoissent ma très-austère véracité. Il a fallu convaincre autrement ceux qui ignorent jusqu'à quel point la vérité m'est sacrée. Je leur ai prouvé que ce bruit étoit absurde ; en leur disant : Je suis dans Paris depuis six mois, & j'y poursuis extraordinairement les auteurs & fauteurs des vols & spoliations commis à la Monnoie de Strasbourg pendant que mon père, accablé d'âge & d'infirmités, finissoit douloureusement sa carrière. Michel Rivage a été décrété d'assigné pour être ouï : or si la lettre eût existé sous les scellés, adressée à mon père,

père ou à Rivage , n'importe ; elle eût porté trop d'atteinte à M. de Calonne pour qu'il n'eût pas cherché tous les moyens de la supprimer. Il auroit fait obtenir la remise du *déficit* qui se trouve dans le bénéfice du Roi ; il auroit fait obtenir une indemnité pour près de trois cents mille livres qui ont disparu de la fortune de mon père ; à ces actes de justice il eût ajouté des grâces ; & cependant nous n'avons encore obtenu que des promesses , & ces promesses ont été subordonnées à la fêvère & triste condition de poursuivre criminellement les auteurs des vols & spoliation. Donc une lettre supposée de la nature de celle qui doit avoir été écrite à mon père , est une supposition choquante.

Si Michel Rivage eût été porteur de cette lettre , combien ne lui eût-elle pas été précieuse pour déterminer l'Administrateur des finances à le tirer des entraves d'une procédure criminelle toujours inquiétante même pour l'innocence ? Donc Rivage n'a pas reçu cette lettre : donc la supposition de cette lettre est évidente.

Le bruit calomnieux s'est répandu à Paris , à Versailles ; peut-être que dans cet instant il plane sur toute la France : il m'est impossible de détruire cette calomnie par explication d'individu à individu ; & s'il n'y a que moi qui puisse la détruire , je dois le faire par respect pour la vérité. Aucune considération ne m'a jamais arrêté. Aussi ce que j'eusse fait sans intérêt pour M. le Contrôleur-Général , je le ferai avec franchise pour M. de Calonne. Je vous prie , Monsieur , de m'indiquer le moyen le plus assuré pour anéantir une calomnie atroce ; je suis prêt à l'employer.

J'ai l'honneur d'être , &c.

C O T E V.

É C R I T R É P O N S E.

Répandu dans *Paris*,
sur les prétendues
manœuvres dans la
Refonte des Mon-
noies d'Or.

I.

M. DE CALONNE
ayant formé le projet
*de refondre tout l'or
monnoyé du Royaume,
réduisit à un petit nom-
bre les Hôtels des mon-
noies où devoit s'exé-
cuter cette opération.*

I.

IL a été nécessaire de
refondre l'or monnoyé,
parce qu'il l'étoit de chan-
ger la proportion entre
l'or & l'argent, comme
étant fort au désavantage
du Royaume. Le Ministre
qui a formé ce projet, a
rendu un grand service à
l'Etat.

Il étoit sage de n'employer à la refonte des
Louis qu'un *petit nombre d'Hôtels des monnoies*.
On auroit même désiré qu'il eût été possible de
se restreindre à la seule monnoie de Paris, comme
on avoit fait en 1716 : la surveillance eût été plus
facile, & il y auroit eu moins d'embarras pour
les affinages. La Cour des Monnoies a insisté dans
ses représentations pour qu'on augmentât le nom-
bre des Hôtels de Monnoie où s'exécutoit la
refonte; & celui de Strasbourg, qui n'avoit pas
été compris dans le premier choix, est un de

ceux qui fut ajouté par les Lettres-Patentes du 18 Janvier 1786, tant à la demande de la Province d'Alsace que d'après les représentations de la Cour des Monnoies. On n'a pas eu lieu de s'en applaudir.

2.

2.

Les émolumens attribués aux Directeurs sur la fabrication, devenoient immenses par le seul fait d'une refonte générale & subite. Toute autre administration auroit en conséquence diminué leur taxation sur chaque marc; mais, au contraire, M. de Calonne crut devoir les doubler. La Cour des Monnoies fit des remontrances sur une générosité aussi déplacée : on n'y eut aucun égard.

Cette immensité d'émolumens n'est qu'une imposture. Les droits sur la fabrication des monnoies ont toujours paru modiques : ceux qui se distribuoient entre tous les Officiers réunis montoient en somme totale à 13 sols 6 deniers par marc d'or; & leur fixation existoit depuis plus de cent ans. Ces Officiers en réclamoient le doublement, parce que toutes choses avoient plus que doublé de prix. De plus les refontes générales sont plus dispendieuses en proportion; elles nécessitent des frais extraordinaires; & dans un travail continuel, urgent & forcé, on ne peut veiller aux économies. En conséquence il est d'usage d'accorder en pareil cas le doublement des droits. On peut voir à ce sujet l'Arrêt du 18 Novembre 1785, au rapport de M. Dodun. Cependant, en cette occasion, on s'est borné à n'accorder aux

Officiers que la moitié de ce qu'ils demandoient depuis long-tems, sans y ajouter aucun extraordinaire pour la refonte de l'or; de manière que par le doublement ils reçurent en 1726, 1 l. 7 s. par marc; & qu'en 1785, il ne leur a été attribué que 20 s. 3 d. pour tous les droits quelconques, quoique le bois, le charbon & les fourrages fussent à des prix excessifs. On peut juger par ce détail s'il y a eu *générosité & profusion*.

3.

3.

Cette profusion ne satisfait pas M. de Calonne.

Il autorisa par une lettre ministérielle une fraude sans exemple, & qui coûte à l'Etat plus de cinq millions : *Voici le fait.*

Ici se manifeste le but de ce Mémoire, & l'animosité effrénée qui l'a dicté.

Ce qu'on qualifie une simple *lettre ministérielle*, est un ordre du Roi donné après délibération en son Conseil, & qui a été ensuite revêtu de Lettres-pa-

tentes (sous le titre de *déclaration*), enregistrées à la Chambre des Comptes. Ce qu'on appelle *fraude sans exemple*, est la restauration du titre des monnoies d'or est effectuée aux frais du Roi.

Ce qu'on dit avoir coûté *plus de cinq millions* à l'Etat, lui a rendu, au contraire, ce qui appartenait légitimement à la valeur des monnoies d'or circulantes; & s'il en a coûté non pas au-dessus de cinq millions, mais trois à quatre millions, pour cet acte de justice, ce n'est qu'une diminution sur le bénéfice que le Roi a retiré de la refonte.

4.

Le titre légal de l'or monnoyé, est de vingt-deux karats ; mais on permet aux Directeurs d'y mettre douze, trente-deuxièmes de moins, ce que, aux termes de l'art, on appelle remède : ainsi les Louis qui sont à vingt-un karats, vingt à vingt-un trente-deuxièmes sont au titre.

tient au Roi. Les Directeurs en comptent, & n'en retirent rien.

4.

Le titre légal de l'or monnoyé, est en effet de vingt-deux karats, sauf le remède de loi, qui ne doit plus s'étendre autant qu'on le suppose ici ; Sa Majesté ayant réglé que les Louis ne pourroient plus être au-dessus de vingt-un karats, vingt-un trente-deuxièmes. Au surplus, tout ce qui provient des remèdes, appar-

5.

Lors de chaque fabrication, on envoie une boîte de nouvelles espèces à la Cour des Monnoies, qui vérifie si elles sont au titre ; & on ne peut les faire circuler qu'en vertu de l'arrêt qui le constate. On a néanmoins persuadé à M. de Calonne, ou il a feint de le croire, que les Louis fabriqués de-

5.

Il sembleroit par ce faux exposé que les espèces ne sont mises en circulation qu'après qu'un Arrêt de la Cour Monnoies a constaté qu'elles sont à leur titre. Mais il est de fait que les espèces d'or ou d'argent sont livrées au Public aussi-tôt après que, sur le rapport de l'essayeur qui les vérifie dès qu'elles sortent

puis 1726 , n'étoient pas au titre , afin de passer en compte aux Directeurs des Monnoies un affinage qu'ils ne mettoient pas dans leurs nouvelles fontés , & qui dans le fait n'y étoit nullement nécessaire.

du balancier , les Juges-Gardes qui en font aussi eux-mêmes l'examen , en ont autorisé la délivrance. C'est-là ce qui se pratique constamment dans chaque Hôtel des Monnoies. L'envoi des deniers emboîtés se fait ensuite à la Cour des Monnoies , qui ne les juge que tous les six mois , & même tous les ans pour les Provinces.

Comment peut-on dire que le Ministre *a feint de croire* , lorsqu'il n'a cru que ce qui résulte d'un Procès-verbal authentique & dressé suivant la forme toujours usitée en pareil cas ?

Il est constaté par ce Procès-verbal , que les Louis fabriqués depuis 1726 n'étoient pas au titre , & qu'il falloit ajouter quatre trente-deuxièmes pour qu'ils le fussent. Le Roi a en conséquence ordonné cette addition ; elle a dû se faire ; elle s'est faite. S'il est reconnu que dans un Hôtel des Monnoies il y a eu à cet égard quelque infidélité , il faut sans doute la punir ; mais même alors l'affinage n'est point *alloué en compte* , & il ne doit l'être que quand il a été effectif. Peut-on , d'un délit particulier , conclure un délit général ? N'est-ce pas un véritable crime que de rendre suspectes toutes les Monnoies du Royaume , parce que l'Essayer de Strasbourg seroit un malhonnête homme ? N'en est-ce pas un plus grand encore que d'accuser l'administration d'avoir *autorisé* la fraude commise contre les ordres précis donnés par elle ?

6.

Il a employé à cette opération le sieur Bourdelois, ci-devant Président au Bureau des Finances à Metz, & son ami, à qui il a procuré la charge de Procureur - Général de la Cour des Monnoies; il a chargé ce Magistrat de faire seul l'essai des vieux Louis.

M. de Bourdelois l'a fait faire par l'Essayeur de la Monnoie de Paris, par un homme intéressé à trouver que ces Louis n'étoient pas au titre: aussi son Procès-verbal, porta-t-il que le titre commun de ces espèces n'est que de vingt-un karats dix-sept trente-deuxièmes, au lieu de vingt-un karats vingt à vingt-un trente-deuxièmes.

7.

Le résultat est faux:

6.

Le Procureur-Général de la Cour des Monnoies étoit le Magistrat à qui le soin de faire faire ces essais devoit naturellement être confié. Qu'il fût l'ami du Ministre, il n'y a rien d'étonnant; il est fait pour l'être de tous les honnêtes gens. Il n'a pas été chargé de faire *SEUL* ces essais: cette supposition est absurde. Il les a fait faire par les personnes qui en sont chargées par état, qui sont capables de les faire, qui les font toujours; savoir: l'Essayeur - Général des Monnoies, & l'Essayeur particulier, qui ont réitéré leur opération en présence de l'Inspecteur-Général des Essais; il en a été dressé Procès-verbal par le Greffier. Pouvoit-on agir plus régulièrement?

7

Le résultat est incon-
D iv

restable : on l'a démontré dans le Mémoire de Développement.

S'il étoit faux , pourquoi les Officiers de la Cour des Monnoies qui en ont eu connoissance , ainsi que des ordres donnés en conséquence , & de leur exécution , n'ont-ils pas averti le Gouvernement de cette erreur ? Pourquoi ont-ils gardé le silence pendant quinze mois ?

8.

8.

1.^o *Parce que les jugemens de la Cour des Monnoies , sur chaque fabrication , attestent le contraire , & que la circulation diminue bien le poids , mais n'altère jamais le titre.*

On a fait voir ci-dessus que les jugemens de la Cour des Monnoies ne peuvent attester le contraire ; & ils l'attesteroient vainement , parce que des jugemens ne changent pas les faits.

Ce n'est point la circulation qui altère le titre ; mais ce sont les contrefactions étrangères , ce sont les négligences de fabrication , ce sont les inattentions de quelques Cours des Monnoies , telle que celle de Lyon , qui pendant qu'elle existoit , avoit laissé altérer le titre dans les huit Monnoies de son ressort.

9.

9

2.^o *Parce qu'il vient d'être prouvé par un Procès-criminel dont on rendra compte, qu'on n'a eu besoin d'aucun*

Le Procès-criminel n'est pas encore jugé ; mais quel qu'en puisse être le résultat , il n'est relatif qu'à la seule mon-

affinage dans la nouvelle refonte.

noie de Strasbourg, où il n'a été fabriqué que 17 à 18 mille marcs. Peut-il être coucluant pour la refonte totale, qui est de huit à neuf cents mille marcs? D'ailleurs, ce Procès, loin de prouver qu'on n'avoit pas besoin d'affinage, à prouvé le contraire, puisqu'il en résulte que lorsqu'on ne l'a pas employé, les Louis ne se sont trouvés être qu'à 21 karats dix-sept trente-deuxièmes.

10.

3°. Parce que cette induction est combattue par les faits même consignés dans le Procès-verbal. C'est néanmoins d'après cette pièce que M. de Calonne écrivit à tous les Directeurs de Monnoie de mettre dans la nouvelle fabrication quatre trente-deuxièmes de fin par marc, pour les porter au titre prescrit.

10.

On ne fait ce qu'on veut dire par cette prétendue contradiction entre le résultat du Procès-verbal & les faits qui y sont consignés; peut-être la rapporte-t-on à ce que suivant plusieurs des essais le titre des anciens Louis est à 21 karats dix-huit trente-deuxièmes, au lieu qu'on l'a considéré comme n'étant qu'à 21 dix-sept trente-deuxièmes. Mais l'on voit, par le même Procès-verbal, qu'il est dit dix-huit trente-deuxièmes foibles, ce qui tient le milieu entre dix-sept & dix-huit. Il a paru équitable de compter sur le pied de dix-sept, & les vérifications postérieures ont prouvé qu'on ne s'étoit pas trompé. Le Roi ayant décidé dans son Conseil qu'il convenoit que le

titre des nouveaux Louis, ne pût jamais être moindre que 21 karats vingt-un trente-deuxiemes, tous remèdes déduits, il étoit juste & nécessaire d'ordonner l'addition de quatre trente-deuxiemes, pour que la matière qui n'étoit qu'à 21 karats 17 à 18 trente-deuxiemes pût toujours être portée à ce titre, & qu'il ne restât aucun prétexte de s'en écarter. M. de Calonne a écrit en conséquence, & une déclaration en forme a confirmé cette décision.

II.

II.

Le Directeur de la Monnoie de Strasbourg étant mort, ses héritiers voyant un déficit dans sa caisse, prétendirent qu'il avoit été volé, rendirent plainte à la Cour des Monnoies. Cette Cour commit un de ses membres pour, avec le Substitut du Procureur-Général, se transporter sur les lieux, & y informer, décréter, &c. Ces pouvoirs furent même étendus par Lettres-patentes. L'instruction a fait connoître divers abus, & notamment que le titre des vieux Louis

M. de Calonne a lui-même ordonné les poursuites, comme on le voit par la Lettre du Magistrat, fils du feu Directeur de Strasbourg. C'est ce Ministre qui a fait renvoyer l'affaire à la Cour des Monnoies; c'est lui qui a aussi approuvé le transport des Commissaires; il en a même autorisé le paiement sur des fonds de la monnoie qui avoient été mis sous le scellé. L'instruction n'a pu rien faire connoître sur le titre des vieux Louis, si ce n'est qu'elle a confirmé que quand on n'ajouteroit rien à leur fonte, la ma-

avoit mal à propos été portée seulement à 22 karats dix-sept trente-deuxièmes, quoiqu'ils fussent au titre légal.

12.

Que M. de Calonne avoit indûment alloué quatre trente-deuxièmes au Directeur : que l'Officier chargé de la fabrication n'avoit pas mis de fin dans ses fontes, attendu qu'elles n'avoient pas besoin d'être bonifiées : que cependant le registre des fontes porte que ce fin a été mis.

tes de Strasbourg, on ne doit pas en conclure qu'elles n'eussent pas besoin d'être bonifiées : on doit plutôt conclure le contraire, puisqu'il en a résulté que les Louis provenant de cette fonte, n'ont pas leur titre, & qu'il s'en faut précisément de quatre trente-deuxièmes. Ce n'est pas attendu que les fontes n'avoient pas besoin d'être bonifiées, mais par une contravention punissable que l'Officier chargé de la fabrication, auroit manqué à ce qui lui étoit prescrit.

13.

D'où il résulte que

12.

Il n'a été rien alloué indûment. Le jugement des Deniers de Boîte décidera si les quatre trente-deuxièmes ont été employés ; & s'ils ne l'ont pas été, ils ne seront point passés en compte. La Loi ordonne d'ajouter les quatre trente-deuxièmes de fin, mais n'autorise pas à les allouer. Si on ne les met pas, de ce qu'ils n'ont pas été mis dans les fon-

13.

Les conséquences de la

les Directeurs ont indûment bénéficié au préjudice de l'Etat de 4 l. 6. s. 3. d. par marc. calomnie sont aussi fausses que les principes. L'infidélité d'un seul agent, peut-elle donner lieu de conclure que tous les Directeurs ont indûment bénéficiés ? Est-il permis de confondre la petite fabrication de Strasbourg avec celles de tout le Royaume ? Si l'on avoit seulement dit qu'il paroît par la procédure qu'il s'est commis à Strasbourg une contravention aux ordres du Roi envoyés par le Ministre des Finances ; que cette contravention peut avoir influé sur la totalité des 18 mille marcs qu'on y a fabriqués ; qu'en le supposant ainsi, l'auteur de la fraude & ses complices auroient cherché à s'approprier un bénéfice de soixante & dix-huit mille livres, qui est précisément ce que fait la différence de quatre trente-deuxiemes sur 18 mille marcs ; on auroit dit le fait exactement : mais il eût paru absurde d'imputer au Ministre d'avoir voulu, pour un bénéfice de 78 mille livres partageable avec tous les coopérateurs de la fraude, commettre une prévarication atroce. Il a donc fallu, pour donner corps à l'accusation, l'appliquer fausement à toutes les fabrications du Royaume : c'est l'objet de la phrase qui suit.

14.

14.

Or il a été fabriqué jusqu'à présent pour plus de 830 millions de nouvelles espèces : M. de Calonne a donc

Il n'a pas été fabriqué pour 830 millions de nouvelles espèces d'or, mais seulement pour environ 650 millions. Les 4 l.

*fait perdre à l'Etat 6 l. 3 d. par marc ayant
cinq à six millions.* été effectivement em-
ployés pour l'addition né-
cessaire de quatre trente-deuxiemes de fin dans
les fontes ; l'Etat a plutôt gagné que perdu.

15.

15.

*On a employé divers
moyens pour étouffer
cette affaire encore pen-
dante, & dont l'instruc-
tion n'est pas achevée.
M. de Calonne avoit
fait rendre des Lettres
patentes ; elles ont été
retirées. Le Procureur-
Général s'est ensuite
rendu opposant à l'Ar-
rêt qui lui donnoit acte
de sa plainte au sujet
de la fixation du titre
des vieux Louis à 27
karats quatre trente-
deuxiemes. La Requête
& les Pièces y jointes,
notamment son Procès-
verbal d'essai, & la Co-
pie de la Lettre de M.
de Calonne, ont été
jointes au Procès pour
y être fait droit en ju-
geant.*

*On n'a jamais songé à
étouffer l'affaire ; & il y
a ici une confusion d'ob-
jets méchamment em-
ployés pour tromper le
Public & couvrir la ca-
lomie.*

*Le principe de l'affaire
n'étoit qu'une plainte des
héritiers du défunt Direc-
teur de Strasbourg contre
le nommé Rivage, qui
avoit opéré pour lui, vu
son grand âge, dans la
fabrication des espèces
d'or.*

*L'administration, solli-
citée de venir au secours
de ces héritiers, n'a pas
voulu en connoître, & a
renvoyé l'affaire à la Cour
des Monnoies, en exi-
geant qu'elle fût exami-
née avec soin ; & que les
infidélités, s'il y en avoit,
fussent sévèrement pour-
suivies.*

Cette Cour, ayant rendu Arrêt qui donnoit acte au Procureur-Général de sa plainte sur la fixation du titre des vieux Louis à 21 karats dix-sept trente-deuxiemes, ce Magistrat s'est, avec grande raison, récrié sur ce qu'on le supposoit plaignant de ce qui avoit été ordonné par le Roi & par une loi enregistrée. M. le Garde des Sceaux a reçu sa réclamation, & a ordonné de surseoir : voilà toute l'affaire.

16.

Cette seconde tentative, étant fructueuse, M. de Calonne a fait écrire vers la fin de Mars par M. de Miromenil, alors Garde des Sceaux, une Lettre par laquelle le Chef de la Magistrature demandoit les motifs de cet Arrêt, & ordonnoit qu'il fût sursis à l'instruction du Procès. Les motifs ont été rédigés, & seront incessamment remis à M. le Garde des Sceaux. Quant au sursis, il a été arrêté qu'il en seroit délibéré au premier jour.

16

M. de Calonne ne faisoit point écrire M. de Miromenil, il ne dispoit pas de sa plume ; mais ce Chef de la Magistrature, instruit des circonstances, a trouvé juste & convenable de faire surseoir à l'instruction jusqu'à ce que la Cour des Monnoies lui eût envoyé les motifs de cet étrange Arrêt où l'on mettoit à la tête des objets d'accusation, l'exécution de ce qui avoit été ordonné par une déclaration de Sa Majesté.

Que d'horreurs, que de mensonge atroces & impudens dans cet Ecrit auquel on rougit d'être obligé de répondre !

LETTRES DE M. DE CALONNE,
CONCERNANT
L'AFFAIRE DES ASSIGNATIONS.

A M. DE VEIMERANGE, *Intendant des Armées.*

Versailles, le 10 Décembre 1786.

V O U S savez, Monsieur, que les assignations sur le domaine, qui ont été délivrées par anticipation aux Trésorier de la Guerre, à valoir sur les fonds assignés pour les dépenses de leurs exercices, sont destinées à servir jusqu'au tems approchant de leurs échéances, à soutenir le crédit des effets publics par les moyens dont vous m'avez parlé ; & que dans cette vue, elles doivent être remises à la Société des sieurs Seneff, Barou & Pyron, pour les actions de la Nouvelle-Inde, qui, dans ce moment-ci, méritent une attention particulière, comme étant l'objet sur lequel la majeure partie des fonds des Capitalistes, se trouve engagée, & par conséquent celui dont le discredit auroit une influence plus sensible & plus fâcheuse pour la Place. Vous voudrez bien, en les leur confiant, avoir soin que le *récépissé* de celui d'entr'eux qui le recevra, contienne l'obligation de les remplacer un mois avant le jour de leurs échéances respectives, avec soumission de rendre compte de leur emploi. Vous connoissez les sentimens avec lesquels j'ai l'honneur d'être, &c.

Signé, DE CALONNE.

*A U M Ê M E.**Versailles , le 2 Janvier 1787.*

M. Gojard va délivrer , Monsieur , les nouvelles assignations , qui serviront à soutenir les effets qui perdent le plus sur la Place dans ce moment-ci , tels que les actions des eaux , dont je crains que la baisse excessive n'influe sur le crédit. Il faudra en user , à leur égard , comme pour les actions de la Nouvelle-Inde , & exiger , en les remettant aux sieurs Servat & Pyron , leur soumission de les restituer un mois avant leur échéance , & de rendre compte de l'emploi.

J'ai l'honneur d'être , &c.

Signé, DE CALONNE.

*A M. RANDON DE LA TOUR, Trésorier
de la Maison du Roi.*

Versailles , le 19 Mars 1787.

J'E vous préviens , Monsieur , que j'ai autorisé M. Gojard à vous faire remettre une somme de 1,500,000 liv. en assignations sur les domaines , laquelle doit servir à l'acquittement des dépenses que vous êtes chargé de payer dans les derniers mois de cette année. Comme ces effets ne pourront vous être utiles qu'à l'époque de leurs échéances , vous voudrez bien les déposer entre les mains de la personne qui vous remettra la présente , laquelle vous en donnera sa reconnoissance , & s'obligera

(65)

s'obligera à vous rendre les mêmes assignations , ou le montant en espèces , un mois avant le terme où elles doivent être payées , la négociation de ces valeurs ne devant être faite qu'avec beaucoup de prudence.

Je suis , &c.

Signé , DE CALONNE.

A M. DE BIRÉ.

Versailles , le 19 Mars 1787.

J'E vous prévient , Monsieur , que j'ai autorisé M. Gojard à vous faire remettre encore une somme de quatre millions en assignations sur les domaines , laquelle doit servir à l'acquittement des dépenses du Département de la Guerre dans les derniers mois de cette année. L'usage que vous aurez à faire , quant à présent , de ces effets , est le même que celui des six millions en pareilles valeurs , qui vous ont été remis en Décembre & en Janvier derniers , conformément à mes intentions. Je suis , &c.

Signé , DE CALONNE.

A M. PYRON.

Versailles , le 26 Mars 1787.

J'E compte , Monsieur , sur les assurances que vous me donnez , d'accélérer le plus qu'il vous sera possible , la remise aux Trésoriers des assigna-

E

tions qui vous ont été confiées avec mon consentement , pour faciliter les opérations utiles au crédit. Ce que le Roi vient d'ordonner d'après le compte que je lui ai rendu en son Conseil , de l'état critique de la Place , doit prévenir les embarras qui étoient à craindre pour le cours des effets. MM. Haller & de la Norraie , sont chargés de liquider les comptes relatifs aux engagements contractés sur une masse énorme des actions de la Compagnie des Indes ; & j'espère qu'il résultera de cette liquidation , que votre Société se trouvera plus facilement en état de rendre promptement les 6,900,000 liv. d'assignations sur les domaines , qui vous ont été remis , à la personne qui vous les a confiées. Vous voudrez bien vous en occuper , ainsi que de terminer , le plutôt que les circonstances le permettront , vos opérations relatives aux actions des eaux , sans compter sur aucune nouvelle délivrance d'assignations au-delà de celles que j'ai permis de vous prêter ; lesquelles , suivant ce que m'a montré M. Gojard , montent , y compris la partie de 1,500,000 liv. de M. de la Tour , à 4,600,000 liv. pour les eaux , & à 11,500,000 l. pour la totalité. Cette masse est devenue bien considérable , & je conçois que c'est l'effet des événemens inattendus. Mais je voudrois que dans le compte détaillé que je me propose de rendre au Roi très-incessamment de cette opération , il fût possible de lui annoncer , en lui apprenant le bon effet de vos soins , que la totalité des assignations sera rentrée même avant les époques portées par vos reconnoissances.

Je suis , &c.

Signé, , DE CALONNE.

M É M O I R E

SUR L'AFFAIRE DES ASSIGNATIONS (*),

CONTENANT le Développement de l'Opération commencée en Décembre 1786 , & continuée jusqu'en Avril 1787 , dans la vue de soutenir les Effets publics , & de prévenir le Discrédit de la Place.

DÈS le mois de Décembre 1786 , le Roi étoit déterminé à convoquer une Assemblée de Notables dans la forme la plus solennelle , pour leur communiquer le véritable état de ses finances , & les moyens projetés de remédier au déficit , par la réformation de plusieurs abus.

A l'approche du moment fixé par Sa Majesté pour l'envoi des Lettres de convocation , il parut essentiel de prendre préliminairement deux sortes de précautions très-importantes : l'une , pour s'assurer des fonds ; l'autre , pour maintenir le crédit.

Il étoit aisé de prévoir qu'en annonçant de grands changemens , attaquant de grands intérêts , & dévoilant un grand vuide dans la recette , on exciteroit une crise momentanée , qui suspendroit le mouvement de l'argent , & rendroit les ressources ordinaires plus difficiles.

(*) Fait & envoyé dans le mois de Mars 1787 , pour être remis au Ministre des Finances , dans le cas où il désireroit quelque éclaircissement sur cette affaire.

La prudence exigeoit donc qu'avant de se livrer à cette entreprise périlleuse , on s'occupât ,

1.^o De garnir le Trésor Royal assez abondamment , pour qu'il pût se suffire à lui-même dans tous les cas possibles , pendant les premiers mois de l'année ;

2.^o D'empêcher que les effets publics ne souffrissent une baisse excessive qui auroit entraîné la ruine des particuliers propriétaires de ces effets , & le discrédit de la Place.

Le premier objet a été rempli par le cautionnement de 70 millions , obtenu de la Caisse d'Escompte.

Le second étoit plus embarrassant ; il y avoit à combattre , non-seulement l'effet naturel de la publicité du *déficit* , mais aussi les menées de l'intrigue , & les manœuvres de l'agiotage. On devoit s'attendre que ceux qui voudroient faire échouer l'entreprise , s'efforceroient d'ébranler la confiance , & que les parieurs à la baisse y feroient portés par leur intérêt personnel.

Il eût été inconsideré de ne prendre aucune mesure contre ce danger ; il l'eût été également d'en prendre de directes , qui eussent fait dire que le Gouvernement violentoit le cours de la Place , & dès-lors eussent manqué leur but.

Dans cette circonstance , quelque éloigné qu'on fût de vouloir soutenir l'agiotage , quelque désir qu'on eût d'employer tous les moyens légitimement possibles de le détruire (ce qui n'est pas aussi facile que le vulgaire le pense) , il parut nécessaire de le combattre avec ses propres armes , & de lui opposer une force suffisante pour l'empêcher de nuire.

Sans doute il faudroit , pour que les taux des effets se maintînt dans un juste équilibre , & n'éprouvât aucune révolution convulsive , qu'il n'y eût ni association de parieurs à la hausse , ni association de parieurs à la baisse des effets.

Mais quand , malheureusement , l'une & l'autre existent , & que leurs rameaux excessivement multipliés pénètrent si avant dans l'organisation du crédit , qu'il y auroit trop de danger à les saper brusquement par la racine ; il faut bien les contrebalancer l'une par l'autre , en attendant la possibilité de les réduire toutes deux à l'inaction ; & dans un moment de crise , il est naturel , même indispensable de favoriser sous main la prépondérance des parieurs à la hausse.

Ces réflexions , qui furent mises plus d'une fois sous les yeux du Roi , même dans son Conseil , où elles furent approuvées , fixèrent plus particulièrement l'attention de Sa Majesté , lorsqu'au mois de Décembre 1786 , elle observa elle-même la dépression que souffroient déjà les effets publics par l'influence de l'agiotage , & les suites fâcheuses qui pouvoient en résulter , si elle continuoît & venoit à s'aggraver au moment où il étoit si important de conserver la confiance dans l'intérieur , & la bonne opinion chez l'Etranger.

C'est ce qui déterminâ l'Administration à écouter & accueillir les propositions qui lui furent faites alors , de soutenir par des moyens indirects ceux des effets qui perdroient le plus , & sur lesquels il y avoit le plus de fonds engagés , & le plus de jeu , tels que les actions de la Compagnie des Indes , & celles des Eaux de Paris.

Ces moyens parurent fort simples , & nullement

onéreux aux finances. Ils consistoient uniquement à ce que les assignations qui seroient délivrées aux Trésoriers de la Guerre pour leurs services , par anticipation sur l'époque ordinaire , fussent remises par forme de prêt à des sociétés de personnes accréditées sur la Place , qui , avec leurs secours , se procureroient les fonds nécessaires pour acheter la plus grande quantité possible des effets en baisse , afin de les faire remonter ; se soumettant au surplus de rétablir ces assignations un mois avant leurs échéances , entre les mains des Trésoriers au service desquels elles étoient destinées.

En conséquence , il fut délivré successivement , en Décembre , Janvier & Mars derniers , pour dix millions d'assignations à M. de Biré , Trésorier de la Guerre , qui en a fourni ses reconnoissances au Trésor Royal , à *en tenir compte sur les dépenses de la guerre , exercice de 1787 (*)*.

Il en fut délivré de la même manière pour 1,500,000 livres à M. Randon de la Tour , Trésorier de la Maison du Roi , en Mars 1787.

Elles ont été transmises aussi-tôt aux Sociétés intéressées à soutenir le crédit , afin de leur faciliter le moyen de rehausser , par leurs achats , le prix des effets qui perdroient trop : les *récépissés* mis au bas des bordereaux portent soumission de

(*) On ne parle pas ici des assignations qui avoient été délivrées à M. de Serilly , & par lui remises à la Société autorisée à s'en servir , parce qu'elles lui ont été rendues peu après , & que celles qui les ont remplacées , sont comprises dans ce qui est dit ici avoir été délivré à M. de Biré ; en sorte qu'il y auroit double emploi , si l'on portoit en compte celles de M. de Serilly , qui , étant rentrées dans ses mains longtemps avant les échéances , sont censées n'en être pas sorties.

les rendre un mois avant leurs échéances ; & il y en a en tout , comme on vient de le dire , pour onze millions cinq cents mille livres.

De ces assignations , dont l'une de la valeur d'un million est déjà rentrée avant son terme , une seule est payable en Juillet , & elle n'est que de 1,200,000 livres ; les autres n'écheoient qu'en Août, Septembre, Octobre, Novembre & Décembre de la présente année.

Il n'y a donc encore rien d'exigible au moment présent. Il ne s'agit que d'assurer de plus en plus la rentrée de assignations ainsi confiées , & de prendre les mesures les plus sages pour qu'il n'y soit fait aucune perte à la charge du Roi ; il ne doit pas être difficile d'y parvenir.

Le Trésor Royal est couvert par les reconnoissances des Trésoriers , à qui l'on n'a délivré qu'une quantité d'assignations , proportionnée à leur service de l'année , & qui en ont donné leurs reçus. Il n'est sorti du Trésor Royal que les fonds ordinaires , & il n'y a dans ce moment ni vuide à remplir , ni défaut de forme à réparer , dans l'ordre de la comptabilité. Le Ministre qui est à la tête des finances verra aisément qu'il n'y a de sa part d'autre soin à prendre , que celui de tenir la main à ce que les dépositaires des assignations les conservent , de veiller à ce que les Sociétés qui se sont soumises à les restituer avant leurs échéances , soient exactes à tenir leurs engagements , de leur en faciliter , autant que faire se peut l'exécution , & de s'occuper en silence de tous les moyens capables de fortifier les sûretés du Trésor Royal , qu'un éclat prématuré & déplacé ne pourroit qu'atténuer.

Il n'est pas douteux que les Sociétés qui ont em-

ployé pour leur compte les valeurs qu'on leur avoit confiées , & qui non-seulement s'en sont servi comme de moyens de crédit , mais même les ont négociées comme elles ont voulu , n'en soient effectivement responsables. Pouvoient-elles prétendre qu'aucune perte , s'il y en avoit , ne seroit à leur charge , lorsqu'il est certain que s'il y avoit eu du bénéfice , il eût été à leur profit ?

Elles pourront alléguer qu'elles ont suivi les intentions du Gouvernement , consignées dans les Lettres écrites par le Contrôleur-général des Finances en Décembre 1786 , Janvier & Mars 1787 , & qu'elles ne sauroient être exposées à demeurer victimes des événemens imprévus qui ont dérangé leurs spéculations.

Il est vrai que , par les trois Lettres dont on vient de citer les dates , le Ministre des Finances avoit autorisé l'usage qu'on devoit faire des assignations qui avoient été confiées , avec son aveu , à la Société représentée par le sieur Pyron , pour soutenir les effets qui perdoient le plus sur la Place , & dont la chute pouvoit influencer le plus sur le crédit. Ces Lettres , dont les copies seront jointes à ce Mémoire , réglèrent en même-tems comment devoit être conçu le *récépissé* de ces assignations , & la soumission qu'il devoit contenir de les rendre au mois avant leur échéance ; mais elles ne renferment rien qui autorise les Sociétés à qui ces assignations ont été confiées pour faciliter leurs propres opérations , & leur servir de moyen de crédit , à prétendre aujourd'hui n'être pas responsables de leur conservation , & à se dispenser , sous aucun prétexte , de remplir la condition à laquelle elles se sont soumises sans aucune réserve ,

de les remplacer un mois avant leur échéance.

C'est parce qu'elles ont été persuadées que, sous cette condition, elles pouvoient employer les assignations remises entre leurs mains, de telle manière qu'elles jugeroient convenable pour le soutien des effets publics, qu'après avoir acheté une grande quantité d'actions de la Compagnie des Indes, elles les ont revendues en totalité, sans en prévenir ni informer le Gouvernement, sur le pied de 1500 l. chaque. Il n'est pas naturel de croire que n'ayant eu ni instruction ni autorisation quelconque pour ces ventes, les ayant faites sans en rendre aucun compte, & sans se croire obligées de présenter préalablement aucuns états énonciatifs des prix auxquels elles avoient acheté, & de ceux auxquels elles vendroient, enfin n'ayant demandé pour elles-mêmes aucun droit de commission, aucune récompense pour leur peine, elles entendent aujourd'hui se faire considérer comme simples mandataires, & comme n'étant tenues d'aucun événement.

Elles pourroient seulement représenter que leurs spéculations ayant été dérangées par des causes majeures & imprévues, qui tiennent à la conduite même du Gouvernement, & n'ont jamais pu entrer dans leurs calculs, il ne seroit pas juste qu'elles supportassent la perte qui peut en résulter.

Mais ce ne peut être qu'une considération d'équité pour obtenir un dédommagement; & ce dédommagement, c'est au Gouvernement lui-même à l'apprécier d'après le plus ou le moins d'influence que peuvent avoir eu les circonstances survenues par son fait.

Quoi qu'il en soit, & dans tous les cas, le Gouvernement a droit de suite sur ces assignations, ou

sur les actions qui les représentent comme ayant été achetées avec l'argent qu'elles ont fait trouver.

Les unes & les autres sont déposées chez les différens Banquiers, qui, ayant prêté leurs fonds pour les achats, ont exigé pour double nantissement tant les assignations qui doivent être rendues aux Trésoriers, que les actions, soit des Indes, soit des eaux de Paris, dont ils ont avancé ou crédité le prix.

On conçoit qu'ils ont pu ne pas se croire suffisamment couverts par le dépôt des seules actions, parce qu'elles pouvoient tomber au-dessous de la valeur dont elles répondoient. Ainsi, par exemple, ayant prêté 12 ou 1300 livres sur chacune des actions de la Compagnie des Indes déposées entre leurs mains, s'ils n'avoient pas d'autres gages, ils seroient exposés à perdre, dans le cas où le prix de ces actions au cours de la Place s'abaisseroit au-dessous de 12 à 1300 livres; & c'est par cette raison que, pour renfort de cautionnement, ils se sont nantis aussi des assignations.

Mais, d'un côté, il faudroit vérifier si les sommes prêtées ou créditées par les Banquiers dépositaires, surpassent la valeur de ces assignations; car si elles n'étoient qu'équivalentes, comme les assignations ne sont susceptibles d'aucune perte, elles seules devroient suffire pour la sûreté des Banquiers. Ils retiendroient donc surabondamment les actions, & ne devroient pas avoir la faculté de disposer à leur gré des unes ou des autres pour leur remboursement.

D'un autre côté, il est du moins bien constant que le dépôt des assignations n'étant considéré que comme une sûreté subsidiaire entre les mains des

Banquiers , pour y recourir dans le cas où le prix des actions seroit , au moment des échéances , insuffisant pour les rembourser , ces assignations ne sont réellement engagées qu'à concurrence de la différence qui pourra se trouver alors entre le prix des actions & les sommes prêtées ou créditées par les Banquiers. Ainsi , en s'arrêtant toujours à l'exemple des actions des Indes , il faudroit qu'elles tombassent au-dessous de 12 à 1300 livres , pour qu'il y eût quelque recours à exercer sur les assignations. Or c'est ce qui n'est pas vraisemblable. Peut-être y a-t-il plus sujet de craindre que les actions des eaux soient d'un prix moindre que ce qui a été prêté pour les acquisitions qui en ont été faites : c'est ce qu'on ne pourra connoître que d'après le compte de ces acquisitions , comparé au taux de la Place à l'époque des échéances. Mais toujours est-il vrai que les assignations n'étant engagées qu'à raison de cette perte hypothétique , le Gouvernement a droit de veiller à leur conservation , & que leur dépôt entre les mains des Banquiers paroît présenter une sûreté suffisante pour leur retour entre les mains des Trésoriers , n'étant pas probable que les actions perdent au point que le produit de leur vente ne puisse pas satisfaire aux sommes pour lesquelles elles sont en nantissement.

Il y a , par rapport aux actions de la Compagnie des Indes , une raison particulière de regarder comme certain qu'il n'y aura pas de perte , qu'il y aura même au contraire un excédent de valeur : en effet , elles se trouvent comprises dans la vente faite à terme à l'Abbé d'Espagnac sur le pied de 1500 liv. chaque. Or les banquiers n'ont prêté

que 1300 liv. au plus sur chacune : il restera donc 200 liv. de disponible par action , pourvu que par l'événement de la liquidation , l'Abbé d'Espagnac se trouve en état de payer , comme MM. Haller & le Conteulx , chargés de cette liquidation , le présument.

Dès-lors les Banquiers se trouvant couverts , & au-delà des sommes par eux prêtées sur le seul prix des actions , les assignations rentreront entières à leurs sources ; & l'excédent de valeur qu'il pourra y avoir au-dessus de 1300 l. comme on vient de l'observer , serviroit à couvrir la perte qu'il y auroit sur les actions des eaux : perte qu'il faudra vérifier , en examinant quel étoit le cours de la place au moment des achats ; c'est-à-dire , depuis le mois de Décembre 1786 , époque du commencement de l'opération. Enfin , on ne craint pas d'assurer que si l'on veut traiter cette affaire d'après les notions qu'on vient de donner , tant avec les sociétés à qui les assignations ont été prêtées , qu'avec les Banquiers qui en sont dépositaires , & autres intéressés , il ne sera pas difficile de prendre des arrangemens qui en assurent la rentrée.

On voit par tout ce qui vient d'être observé , que la certitude de les récupérer sans aucune perte tient à plusieurs choses éventuelles , telles que , d'une part , la faveur que pourront prendre les actions des Indes & celles des eaux de Paris ; d'une autre part , la liquidation dont MM. Haller & de la Norraie ont bien voulu se charger.

C O N C L U S I O N .

Il s'ensuit , 1.^o qu'il est en ce moment de l'intérêt des finances de Sa Majesté d'accorder faveur

veur & protection tant à la Compagnie des Indes ; qu'à celle des Eaux : ce ne sera que suivre les intentions déjà annoncées , & faire une chose convenable en elle-même ; mais il n'en faudra pas davantage pour prévenir toute espece de perte & de demande en indemnité.

2.^o Par suite de ce premier corollaire , il est essentiel de donner le tems d'achever toutes les liquidations , de tenir l'affaire secrète jusqu'aux époques des échéances , & d'éviter un éclat nécessairement préjudiciaole en ce qu'il mettroit dans le cas de brusquer la vente des effets , avant qu'ils eussent repris faveur.

3.^o Jusques-là , il suffit de veiller à la conservation de l'intégrité du dépôt d'actions & d'assignations entre les mains des Banquiers , sauf à profiter des circonstances qui pourront faire remonter les effets , pour retirer à fur & à mesure les assignations , & les remettre aux Trésoriers , qui seuls ont besoin d'être couverts , le Trésor Royal l'étant par les reconnoissances qu'ils y ont données , lesquelles doivent leur être imputées pour comptant sur l'état des fonds de leur département.

Il y a tout lieu de croire qu'en suivant cette conduite & toutes les autres semblables que les circonstances successives pourront indiquer , toutes celles que la sagesse de l'Administrateur lui inspirera , & que son zèle pour les intérêts du Roi lui fera adopter , les finances de Sa Majesté n'éprouveront aucune perte par les suites d'une opération dont , quel qu'en fût l'événement , on ne sauroit nier que l'intention n'ait été louable , que l'autorisation n'ait été implicitement renfermée dans la connoissance qu'on avoit des vues de Sa Majesté ,

& que l'exécution n'ait été fondée sur les considérations les plus décisives dans les circonstances où elle a été ordonnée.

EXTRAIT DU COURIER DE L'EUROPE.

N.^o 16, *Article de Londres.*

» LE Chancelier est le curateur né de toutes les
 » fortunes des mineurs, & des gens interdits pour
 » cause de folie ou d'imbécillité, qui se trouvent
 » dans le royaume : il est aussi dépositaire des som-
 » mes qui sont en liège. C'est toujours aux époques
 » où les fonds baissent, qu'il donne l'ordre de pla-
 » cer dans les fonds publics les sommes qui appar-
 » tiennent aux mineurs, soit qu'elles proviennent
 » des revenus *en tutelle*, ou qu'elles soient le pro-
 » duit de fonds déjà placés. Ces achats, fait de
 » cette manière sont le placement le plus avanta-
 » geux que l'on puisse faire pour les mineurs & les
 » gens interdits, & ils ne peuvent pas manquer de
 » soutenir les fonds dans les momens de crise. Les
 » Directeurs de la Banque imitent cet exemple,
 » en faisant acheter des effets publics par leurs
 » courtiers, du produit des intérêts des fonds non
 » réclamés, dont le montant est immense. Ces
 » deux moyens, dans les momens de discrédit,
 » sont souvent capables d'empêcher, ou au moins
 » de retenir la chute des effets publics. En tems
 » de guerre, ou dans les momens où la crise est
 » trop forte, le Gouvernement ajoute souvent des
 » sacrifices à ces deux moyens, dont les Ministres
 » ne peuvent pas convenir, mais qui sont certains,
 » & souvent très-considérables. Outre ces diyers

» moyens employés pour prévenir les baïsses ex-
 « cessives, tous les munitionnaires, & toutes les
 » créatures des Ministres sont en mouvement pour
 » soutenir, par des opérations à la hausse, cette
 » base de la confiance & du crédit public ».

C O T E V I I I.

L E T T R E D E M. H A L L E R,

*Lue au Conseil d'Etat, concernant l'avancee
 de six millions en Argent & six millions
 en Assignations ordonnee par le Roi,
 pour secourir la Place dans les derniers
 jours de Mars 1787.*

C O M M E il est probable que les secours que le Roi a bien voulu accorder à la Place pourroient être mal interprétés, & être présentés dans le Public comme un secours accordé aux Agioteurs, je crois qu'il est de mon devoir de vous répéter, au sujet de cette opération, toutes les observations que j'ai eu l'honneur de vous faire verbalement.

La Banque de Paris, qui a eu assez de sagesse pour se préserver de la rage du jeu, n'en a pas eu assez pour refuser les prêts en argent, ou en effets royaux, & sa signature, auxquels les Agioteurs l'ont entraînée par l'appas des bénéfices majeurs que ce genre d'opération leur offroit.

Elle a également succombé à un autre piège ; les associés de plusieurs de ses correspondans de Genève & de Lyon ayant aussi été tentés par les

avantages que les Agioteurs leur faisoient pour de semblables opérations, ont usé de leur crédit & de leur influence sur leurs banques, pour, avec ces ressources, faire les avances que les Agioteurs exigeoient sous tant de formes attrayantes, & avec autant d'avantage pour ces maisons étrangères.

Ce que je soupçonnois lorsque j'eus l'honneur de vous mettre sous les yeux tous les maux qu'entraîneroit l'exil subit de tous les Agioteurs, s'est bien trouvé vrai depuis que j'en ai acquis les preuves dans l'état de situation que les Agioteurs m'ont remis.

Vous verrez, Monseigneur, par le bordereau que j'ai l'honneur de vous remettre de la distribution des six millions, que la Banque les a absorbés presque en entier; & j'ajoute, sans craindre de pouvoir être démenti, que, sans ce secours, il y auroit eu aujourd'hui des acceptations réputées avec raison très-bonnes qui n'auroient pas été payées. Une seule de ces acceptations en faillite, entraînoit nécessairement une suite d'autres faillites qu'un secours triple n'auroit pu arrêter.

Cette catastrophe auroit été d'autant plus malheureuse, que je regarde la Banque en général plus solide & plus riche qu'elle ne l'a jamais été, & que le non-paiement de son acceptation, n'auroit été pour elle qu'une liquidation forcée, qui auroit laissé à chaque maison un peu plus ou moins de fortune; mais l'événement auroit vivement frappé sur la chose publique, parce qu'il auroit entraîné avec lui un vuide dans la circulation de 2 à 300 millions : qu'en dernière analyse

lyse , l'Etat auroit été obligé de supporter ce qui , dans les circonstances actuelles , auroit bouleversé l'ordre des choses.

Au moyen de ces six millions versés à tems , vous avez éteint un incendie qui auroit tout embrasé , quinze jours plus tard. Ces six millions seront rendus fidèlement au Trésor Royal dans le courant du mois d'Avril , & dans les premiers jours de Mai. Vous avez mon effet au porteur pour leur acquit , & je ne présume pas qu'il existe un homme qui ose vous laisser douter un instant de leur paiement.

Quant à moi , je ne fais dans tout ceci que preuve de mon dévouement à la chose publique ; je donne le démenti le plus formel à quiconque pourra avancer que j'ai un intérêt direct ou indirect dans aucun jeu , ni avec aucun de ces agio-teurs. J'ai avancé de l'argent à Baroud sur des rentes viagères sur les trente têtes de Genève ; c'est un placement que j'ai fait , & pour lequel je n'ai besoin du secours de personne , ni d'aucunes sûretés nouvelles dérivant du prêt fait. Vous voyez par le bordereau que je vous remets , que ma Maison n'est pour rien comprise dans la répartition des six millions. Jamais je n'escompte mon porte-feuille : ma Maison a une fortune de plus de huit millions , qui ne doivent rien à personne , & qui sont bien suffisans pour conduire les affaires qu'elle fait.

Cette confession de foi de ma part , me donne le droit de vous conjurer , Monseigneur , que si jamais il y avoit un homme assez audacieux pour oser vous avancer quelque chose qui fût contraire à ce que je viens de vous dire , vous ayiez la

bonté de me mettre vis-à-vis de lui ; vous verrez avec quelles armes victorieuses je détruirai des assertions aussi méchantes , & combien je suis loin , par mon caractère & par mes principes , d'être jamais conduit à avoir un intérêt qui puisse être opposé ou contraire au bien de la chose publique.

Quant aux six millions d'assignations pour la fin de l'année , ils ne sont pas plus aventurés que les six millions d'argent ; la différence du prix de 1300 liv. à celui de 1500 liv. que vaut l'action , au moins , fait face à cet objet : elles seront rapportées au Trésor Royal long-tems avant leur échéance ; car je suis bien convaincu que nous aurons liquidé cette masse d'actions dans l'espace de quatre mois , au prix de 1500 liv.

Que les efforts de l'intrigue , que les basses menées de la haine , que les propos des malveillans , ne vous fassent pas regretter , Monseigneur , le bien que vous venez de faire. Le tableau , que je ne tarderai pas à vous remettre , du jeu effréné que nous sommes occupés à détruire , des liaisons qu'il a malheureusement avec tous les ordres de l'Etat , & de ses projets futurs , vous convaincra que , bien loin de blâmer les secours accordés , ils méritent la plus vive reconnoissance de la part du Public : ils ont prévenu une révolution affreuse ; ils ont sauvé une foule de victimes innocentes , & ils nous permettront de déraciner sans secousse fatale , ce jeu cruel , qui , supporté depuis long-tems , auroit fini par entraîner la perte de toutes les fortunes , & la destruction de toutes les mœurs.

Il me reste encore beaucoup de choses à vous

dire sur la situation générale des affaires ; elles ont grand besoin d'être veillées avec la plus sérieuse attention ; elles exigent de votre part l'exécution fidelle de tous vos principes , & un refus absolu de tout ce qui y feroit contraire. Avec votre fermeté , votre pureté , vous détruirez avec grande facilité toutes les entraves que l'on cherche constamment à mettre à vos opérations ; vous ramènerez le Public à la vérité , que tant d'hommes, dans ce moment , ont un si puissant intérêt à lui cacher.

Je suis avec respect ,

Paris , le 30 Mars 1787.

Signé , HALLER.

COTE IX.

ÉTAT GÉNÉRAL

De tout ce qui a été emprunté depuis le mois de Novembre 1783 jusqu'au 1.^{er} Janvier 1787, soit directement & par loix enregistrées, soit indirectement par extension des anciens Emprunts, ou par augmentation de cautionnemens, & création de nouvelles charges.

EMPRUNTS DIRECTS.	Capitaux.	Intérêts.
<i>Emprunts du Roi.</i>	liv.	liv.
Emprunt de Décembre 1783 . .	100,000,000	10,500,000
— de Décembre 1784 . .	125,000,000	5,760,000
— de Décembre 1785 . .	80,000,000	5,100,000
<i>Emprunts des États pour Sa Majesté.</i>		
Emprunts du Languedoc en 1784	15,000,000	1,500,000
— de la Bretagne en 1785	6,000,000	600,000
— de la Flandre Maritime 1784 & 1785	4,000,000	200,000
<i>Emprunts de la ville de Paris.</i>		
Emprunts de la ville de Paris en 1786, 30,000,000 liv. réduite à	24,000,000	1,200,000
EMPRUNTS INDIRECTS.		
<i>Extensions d'anciens emprunts.</i>		
Extension de l'emprunt de Mars 1781	52,600,000	5,260,000
Extension de celui de Janvier 1782	36,300,000	3,630,000
Contrats à 4 pour cent, de l'emprunt de 1770	20,000,000	800,000
	462,900,000	34,550,000

	liv.	liv.
De l'autre part.	462,900,000	34,550,000
Augmentation de cautionnemens.		
Augmentation de cautionnemens des fermes & régies	14,600,000	730,000
Création de charges.		
Création de nouvelles charges, telles que agens-de-charges & autres	10,000,000	500,000
	<hr/>	<hr/>
	487,500,000	35,780,000
Cet état a été remis au Roi par M. de Calonne au commence- ment de la présente année 1787. Depuis lors il est survenu deux objets à y ajouter : l'un est le cautionnement de 70 millions, fourni par la Caisse d'Escompte à 5 pour cent d'intérêt; ci, . . .		
	70,000,000	3,500,000
L'autre consiste en deux nouvelles extensions d'emprunt qui ont eu lieu dans les derniers tems, fai- sant ensemble	14,000,000	1,400,000
Il faut encore, pour compléter cet état sous tous les points de vue, y réunir encore l'accroissement des anticipations que M. de Calonne avoit porté dans un autre état remis pareillement au Roi sur le pied de	79,000,000	4,740,000
Portion du bénéfice sur la refonte des monnoies.	3,000,000	
	<hr/>	<hr/>
Alors on aura au Total	653,500,000	45,420,000

C O T E IX bis.

R É C A P I T U L A T I O N

Des dettes de Guerre & autres exigibles, des arriérés, & des anticipations, à la fin de l'année 1783.

Par l'état remis au Roi à la fin de l'année 1786, sous la Cote W, il appert que le résumé général du restant des dettes de la marine au mois de Novembre 1783, & de tous les supplémens accessoires, porte. . . liv. 219,794,000.

Suivant un autre état remis pareillement au Roi, sous la Cote X, il y avoit à la même époque d'autres dettes à payer extraordinairement pour . . . 169,333,000.

Par le bilan de 1784 déposé au Contrôle-Général, on voit que les anticipations de l'année précédente montoient à . . . 176,000,000.

Il résulte des comptes des susdites années que la différence entre les revenus & dépenses ordinaires étoit en 1783 de . . . 80,000,000.

Total 645,097,000

A P P E R Ç U

Des principaux articles de dépenses extraordinaires dans les années 1784, 1785, & 1786.

Supplémens des fonds fournis extraordinairement au département de la guerre, pour les causes rapportées dans l'état remis au Roi sous la Cote Y	liv. 34,000,000
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------

Item, pour le département des affaires étrangères	11,345,000
-------------------------------------------------------------	------------

Remboursement des rescriptions suspendues	29,000,000
-------------------------------------------	------------

Acquisition de St. Cloud & accessoires . . .	6,326,000
----------------------------------------------	-----------

Acquisition de Chanteloup pour servir à un remboursement stipulé à M. le Duc de Penthièvre lors de l'échange de la Dombes . .	4,000,000
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------

N.^a On ne parle pas des acquisitions pour lesquelles on a créé des rentes.

Travaux de Cherbourg	9,100,000
--------------------------------	-----------

Pour le déficit annuel, qui de 80 millions qu'il étoit en 1783, s'est accru successivement, & a coûté 5 millions de plus en 1784, 100 millions en 1785, & 112 en 1786, ci	217,000,000
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------

Total général	<u>955,868,000</u>
---------------	--------------------

LETTRE DE M. DE CALONNE

Au Premier Secrétaire de l'Intendance des Trois Evêchés, pour servir à l'instruction de l'affaire portée au Parlement de Metz, relativement aux Routes ouvertes dans les Bois des Côtes

Hanoville, le 20 Mai 1787.

JE vous remercie, Monsieur, de m'avoir envoyé la composition du siège de la Table de Marbre : je suis charmé de voir qu'il est actuellement présidé par M. de Chazelles, dont je connois les lumieres, l'intégrité, & l'éloignement pour toute espece d'intrigue & de méchanceté. Ses sentimens suffisent pour me tranquilliser sur le sort de l'affaire du Chapitre de Verdun, qui n'est évidemment suscitée que par l'envie de nuire dans une circonstance où l'on se persuade qu'on le pourra impunément. Je n'écris point à M. le Président de Chazelles, quoique je fusse très-aise de me rappeler à son souvenir, & de confier à son honnêteté l'espece d'intérêt que j'ai dans cette affaire. Mais comme cet intérêt indirect, qui n'est que celui de repousser une tracasserie, n'est point ostensible ; que je dois au contraire me maintenir dans la position de pouvoir affirmer, comme il est réel, que l'ouverture des routes qui sont présentées par l'Evêque de Verdun & son Chapitre comme des abus d'autorité, n'a été faite qu'à la requête des Communautés dont elles traversent les bois, & qui y sont vraiment intéressées ; que je

n'y ai déferé que parce que j'y ai vu des motifs évidens de bien public , & qu'au fond cet objet m'est étranger ; je ne crois pas devoir me montrer comme sollicitateur , lorsque je n'ai à soutenir que la justice de la décision que j'ai rendue comme administrateur : mais je dois désirer d'éclairer le Parlement de Metz & les Juges de la Table de Marbre sur les véritables circonstances de l'affaire , & sur le principe de l'opposition qu'on voudroit susciter & supposer contre une opération utile & applaudie. C'est, Monsieur , ce que je vous prie de faire en mon nom , en communiquant à M. le Président de Chazelles , à M. de Blair , & aux autres Membres du Parlement qui siègent à la Table de Marbre , ce que je vous ai déjà marqué sur ce sujet , & ce que je vais vous développer encore plus particulièrement quant à l'origine de l'affaire ; m'en référant , sur la question à juger , aux instructions que le Procureur Fiscal du Comté d'Hanoville , qui va se rendre à Metz , & qui vous remettra cette lettre , est chargé de présenter au nom des Communautés.

De tous tems & avant que j'eusse acquis la Terre d'Hanoville , on s'étoit plaint de ce que l'immense étendue de Bois connue sous le nom de Bois des Côtes , & qui compose une des plus grandes forêts du Royaume , n'avoit aucune espèce de débouché ; que quoique bordée d'un côté par la Meuse , & de l'autre côté par la grande route de Verdun à Metz , elle n'avoit de parti ni d'autre aucune communication praticable , n'étant percée que d'une infinité de petits chemins tortueux & excessivement étroits , qui tantôt

s'enfonçoient dans des creux très-profonds & coupés de ravins, tantôt s'élevant sur des côtes fort escarpées, ne pouvoit servir à la vuidange des bois ; qu'en conséquence ils ne se vendoient qu'à très-vil prix, restoient même quelquefois plusieurs années sur les lieux même de leur exploitation, faute de pouvoir être exportés, & ne procuroient pas pour l'approvisionnement des villes voisines autant de ressources qu'on devoit en tirer ; que le Roi y étoit intéressé pour les Bois qui lui appartenoient ; que tous les villages attenant aux côtes, qui sont nombreux, peuplés & néanmoins très-pauvres, l'étoient encore plus ; & que l'avantage de tout le pays, même aussi le bien de l'humanité sollicitoit l'ouverture de cette Forêt, où il arrivoit souvent des accidens, & où l'on a vu périr de fatigues & de besoin des malheureux égarés qui n'ont jamais pu retrouver leur chemin.

J'étois encore Intendant de Metz lorsque toutes ces considérations me furent exposées par les habitans de mes terres & des terres voisines, qui me sollicitèrent en leur nom un Arrêt du Conseil qui ordonnât d'ouvrir une route qui, traversant la Forêt dans sa longueur depuis Hattonchâtel jusqu'au grand chemin de Verdun à Metz, ce qui forme un espace d'environ cinq lieues, remplaçât celui qui avoit existé autrefois sous le nom de *Chemin des Carabins*, dans la même direction ; & pût, au moyen de quelques routes de traverse pour la communication des villages, servir utilement à la vuidange de tous les bois, ainsi qu'à la vente des denrées, au commerce des charbons, & à l'établissement de plusieurs relations avantageuses en-

tre la Voivre , le Barrois , & une partie du Verdunois. J'adressai moi-même leur Requête à feu M. de Beaumont , qui étoit alors chargé du département des Eaux & Forêts ; j'y joignis un Plan des Bois & des Routes demandées. Je lui écrivis que je me rendois volontiers l'organe & le solliciteur de tout un canton dont une partie étoit de mon Intendance , & où j'avois des vassaux à qui je devois secours & appui. Je le priai en même tems de consulter les Grands-Maîtres tant de Lorraine que des trois Evêchés , dont je crus pouvoir lui annoncer que l'avis seroit très-favorable , ayant déjà pressenti à ce sujet leur façon de penser , que j'avois trouvé conforme au vœu général , de même que celle de quelques Officiers de Maîtrises à qui j'en avois parlé , entre autres celle du Procureur du Roi de la Maîtrise de St. Mihiel , le Sieur Collins , qui est aujourd'hui l'ame & le principal moteur des déclamations vagues de cette Maîtrise contre une opération que dans ce tems-là il trouvoit convenables , nécessaire même , & à laquelle il voulut co-opérer en combinant avec moi la direction des routes , & en me fournissant l'arpenteur qui a levé les plans.

M. de Beaumont adopta ce projet avec empressement : il écrivit aux deux Grands-Maîtres pour avoir leur avis , & il les excita à l'envoyer le plutôt qu'il leur seroit possible ; mais malgré toute leur bonne volonté , leur réponse fut différée pendant plusieurs années : il fallut faire des visites locales ; discuter quelques prétentions , chercher des moyens d'éviter tout ce qui pourroit exciter des réclamations de la part de quelques pro-

priétaires ; particulièrement des Ecclésiastiques , dont on jugea convenable de ne pas entamer les possessions , quel que fût l'avantage qu'ils devoient retirer eux-mêmes de ce qui feroit hausser le prix des bois. Enfin éloigné moi-même de l'objet par ma nomination à l'Intendance de Flandre , je le perdis de vue pendant quelque tems ; & ce ne fut qu'au moment où le Roi daigna me confier l'Administration de ses Finances que , sollicité de nouveau de procurer aux Communautés des villages des Côtes le bien dont j'avois antérieurement reconnu la nécessité , j'engageai M. de Forges à presser l'expédition de cette affaire , & à se faire envoyer l'avis des Grands-Maîtres , avec toutes les instructions requises.

Je n'y avois , comme on voit par ce récit , d'autre intétêt que celui de l'utilité publique : mes Bois étoient un point imperceptible sur la totalité , j'avois déjà fait faire à mes dépens les routes nécessaires pour leur vuïdange ; il n'étoit aucunement question à cette époque de l'échange du Comté de Sancerre contre le Marquisat d'Hattonchâtel ; je n'avois aucune vue d'acquisition , ni aucun désir de me fixer à Hanonville ; & ma conduite même a bien fait voir que j'étois très-éloigné de vouloir profiter ou abuser de l'autorité dont j'étois dépositaire , pour favoriser mes vues particulières , qui , dans le sens même des mal-intentionnés à mon égard , n'aboutiroient qu'à l'agrément de la chasse dont j'étois certainement peu occupé. J'ai suivi la marche lente & mesurée qui caractérise la pureté des motifs ; j'ai donné tout le tems nécessaire à l'examen le plus régulier ; j'ai prié M. de Forges d'y don-

ner toute son attention, de remplir toutes les formes, de prévenir tout sujet de plainte, de me dire franchement ce qu'il en pensoit ; & ce n'a été qu'au mois de Juin 1786 qu'est intervenue la décision que j'ai proposée au Roi, conforme à l'avis unanime de tous ceux qui avoient été consultés, & sans qu'il y eut eu une seule réclamation.

Dira-t-on qu'une affaire entamée il y a près de dix ans, que j'ai sollicitée par des vues de bien public dès le tems que j'étois Intendant de Metz, qui m'a été ensuite sollicitée en 1783, lors de mon avènement au Ministère, ait été précipitée, & qu'elle porte aucune empreinte de desirs personnels lorsqu'elle n'est décidée que trois ans après, 1786 ? Cette décision n'excita au surplus que des applaudissemens & le consentement général des habitans que, malgré tout ce qu'on a fait en dernier lieu pour provoquer des murmures & une apparence de réclamation, viennent d'attester de nouveau leur satisfaction & l'utilité des routes ordonnées par l'Arrêt du Conseil.

Quels sont donc les plaignans ? L'Évêque de Verdun, qui dit sans cesse, qui écrit à Paris, qui répand par-tout, que les routes ouvertes dans les Bois des Côtes sont un acte de violence, un abus d'autorité qui fait crier tous les Propriétaires dont on a violé les droits, & toutes les Communautés dont on a inutilement & pour le seul agrément de la chasse, détérioré les plus précieuses possessions ; — le Chapitre de Verdun, qui prétend que sans le prévenir, sans qu'il ait été entendu, & sans aucune des formalités nécessaires, on a abattu ses bois, & ouvert de vastes routes

à travers la propriété ; — l'Evêque Dupuy , qui à titre d'Abbé Commendataire de l'Abbaye de St. Paul à Verdun , croit , dit-on , sans que néanmoins rien me l'annonce , avoir aussi à se plaindre du préjudice que font ces routes aux biens de son Abbaye ; — enfin le Comte d'Ambly , à qui l'on attribue , quoiqu'il n'y en ait aucune preuve , d'appuyer ces mêmes plaintes , comme y ayant intérêt.

Mais ni M. l'Evêque de Verdun , ni M. l'Evêque Dupuy , ni le Chapitre de Verdun , ni M. le Comte d'Ambly , ne peuvent alléguer qu'on ait dirigé aucune route à travers leurs bois , ni qu'on leur en ait abattu pour la valeur d'un louis.

L'Evêché de Verdun possède une étendue de bois très-considérable au milieu de la *Forêt des Côtes* ; il profitera grandement de la route ouverte depuis Hattonchâtel jusqu'au grand chemin de Verdun ; & cependant on a évité de faire passer cette route dans les Bois de l'Evêché. Un seul embranchement transversal avoit écorné une petite partie de Bois dans un espace de quinze perches qu'on ne savoit pas lui appartenir. Il s'étoit d'abord récrié fort haut ; mais ses propres gens d'affaires lui ayant fait connoître combien cet objet étoit minutieux , & ceux à qui il fit présent des arbres abattus sur son terrain ne les ayant vendus que 15 liv. , il a cessé de dire qu'il fut personnellement lésé ; & il est obligé de se borner aujourd'hui à ne donner pour motif de ses déclamations , que l'intérêt de ses diocésains , à qui il doit , dit-il , protection , mais dont cependant aucun ne se plaint , si ce n'est de voir ce Prélat s'opposer sans raison au bien que le Roi a voulu

leur procurer , à la grâce qu'ils ont obtenue de la bienfaisance de Sa Majesté.

M. l'Evêque Dupuy n'a pas le plus petit sujet de prendre part à ce qui s'est fait dans des Bois qui ne lui appartiennent pas ni à son Abbaye. Il faudroit qu'on l'eût induit en erreur si, juste & parfaitement honnête comme il est, il se laissoit citer au nombre des prétendus plaignans. Il est vrai que la grande route qui traverse le *Bois des Côtes*, comme les traversoit autrefois celle dite *des Carabins*, qu'elle remplace, devroit passer sur un espace de cent perches des Bois de l'Abbaye de S. Paul : mais comme on n'avoit pas le consentement de cette Abbaye, le respect scrupuleux qu'on a eu dans toute cette affaire pour les propriétés, a déterminé à ordonner provisoirement de tourner les Bois, & de faire faire un crochet pour n'y pas entrer ; en sorte que quoique les Religieux qui connoissent le local, y donnent les mains pour ce qui les concerne, & n'y voient que de l'avantage pour leur maison, cette partie est restée en suspens jusqu'à ce que l'Abbé Commendataire, mieux instruit, ait consenti ; & dans le fait on ne lui a pas coupé un seul arbre.

M. d'Ambly n'a pas le plus petit prétexte de réclamer. On ne passe pas dans ses bois, & on ne doit pas y passer : s'il se plaint, ce que je ne puis croire de lui, connoissant ses sentimens, ce ne peut être que par l'effet de quelque mal-entendu de la part de ses gens d'affaires ; & je crois plutôt qu'on le cite sans son aveu.

Reste donc le Chapitre de Verdun ; c'est lui qu'on met en avant, c'est lui qui a, dit-on, envoyé des députés à Paris pour faire croire qu'il y

a de grandes plaintes sur ces ouvertures de route , & qu'il en souffre un préjudice considérable. C'est l'Abbé Coster , Chanoine de ce Chapitre , qu'on a jugé propre sous tous les rapports à suivre cette affaire avec chaleur , & à en faire un objet digne de l'attention des Notables. Enfin c'est le Chapitre de Verdun qui a fait rendre par les officiers de sa justice à Bonzé une sentence qui , au mépris de l'Arrêt du Conseil en vertu duquel les routes ont été percées , a condamné les ouvriers employés à l'exécution de cet Arrêt à une amende de 80 livres , & aux dépens , dommages & intérêts. Il est sans doute bien surprenant que tant d'éclat & d'animosité de la part de ce Chapitre n'ait pas la moindre apparence de fondement , & qu'indépendamment de l'incompétence évidente de ces Officiers quand il s'agit d'un abatis de futaie & de l'exécution d'un Arrêt du Conseil , on ait à lui répondre : « On ne vous a pas abattu un seul » arbre ; la route ne passe pas sur votre territoire ; » on a eu soin de la diriger de manière qu'elle » laisse en dehors les bornes qui servent de limites à vos Bois. Ces bornes existent ; elles sont » très-visibles ; elles déposent contre vous ; elles » prouvent que c'est gratuitement , sans intérêt , » sans prétexte quelconque , que vous avez osé faire » rendre par les Juges de votre village une sentence attentatoire à l'autorité de l'Arrêt du Conseil , qui vous est connu , comme il l'est de toute » la Province.

» Comment douter que d'autres vues étrangères » à la défense de vos propriétés , d'autres instigations , d'autres espérances qu'on n'avoue pas , » mais que la circonstance qui les a fait éclore , » prouve

» prouve assez, n'aient été & ne soient encore le » véritable, l'unique motif de vos démarches » ?

Je ne vois pas ce que le Chapitre pourroit répondre.

On m'assure que le sieur Collin, ce Procureur du Roi qui a si fort changé d'avis depuis que la Maîtrise dont il est la cheville ouvrière, se croit menacée de perdre ses vacations dans les Bois d'Hattonchâtel & de Sommedieu, depuis qu'elle fait que la suppression même des Maîtrises entroit dans les vues que j'avois proposées à Sa Majesté, doit s'être rendu à Metz pour solliciter l'affaire du Chapitre au siège de la Table de Marbre : mais en quoi le regarde-t-elle ? Et rien prouve-t-il mieux la cabale, que ce concert d'intérêts disparates, qui ne se réunissent que par le desir de nuire ?

Il seroit très-facile de faire évoquer l'affaire au Conseil, l'Arrêt du 20 Juin 1786 ayant réservé à Sa Majesté la connoissance de tout ce qui seroit relatif à son exécution : mais l'appel ayant été porté à la Table de Marbre par les ouvriers condamnés, & anticipé en ce siège par le Chapitre lui-même, il me paroît préférable de l'y laisser juger. C'est un moyen de manifester de plus en plus, que, loin d'abuser de l'autorité, je ne veux pas même en employer le secours le plus légitime ; & je suis bien aise, en faisant suivre cette voie, de montrer mon entière confiance dans la justice du Parlement de Metz & de ceux de ses Membres qui tiennent le siège de la Table de Marbre.

Voilà, Monsieur, le détail que je vous prie de ne pas laisser ignorer, & dont vous pouvez attester l'exacte vérité. Mon Procureur-fiscal vous com-

muniquera les pièces à joindre ; savoir , 1^o , l'Ar-
rêt du Conseil du 20 Juin 1786 , qui vise la re-
quête des Communautés sur laquelle il est inter-
venu , & pour l'exécution duquel le Grand Maître
des Eaux & Forêts des trois Evêches avoit adressé
ses ordres au Procureur du Roi de la Maîtrise de
Metz, qui s'en est acquitté avec exactitude ; 2^o , une
nouvelle déclaration que les Communautés vien-
nent encore de donner , & qui contient formelle-
ment leur vœu & consentement pour les routes
dont il s'agit ; 3^o , la Consultation des Avocats ,
& toutes les lettres écrites par les Officiers de la
Maîtrise de St. Mihiel eux-mêmes , lorsqu'ils
n'avoient point encore d'intérêt contraire au bien
public. Vous voudrez bien conférer sur le tout : je
m'en rapporte aux soins que vous inspirera votre
amitié , à laquelle je réponds par l'attachement
que je vous ai voué pour la vie.

(Signé) DE CALONNE.

P. S. Je serois bien aise que M. le Comte de
Caraman lût cette lettre , & je vous prie d'en faire
faire une copie pour la lui communiquer.

F I N.